

**« FRANCE-ALLEMAGNE :
CONVERGENCES ET DIVERGENCES DES INTÉRÊTS FONDAMENTAUX
À LONG TERME »**

Sommaire

Accueil

par Marie-Françoise Bechtel ,
Présidente de la Fondation Res Publica..... 7

« *France, Allemagne, Commission européenne : un ménage à trois* »

par Édouard Husson,
Historien, professeur des universités, auteur de *Paris-Berlin : la survie de l'Europe* (Gallimard,
2019)..... 9

« *Les stratégies qui ont fait de l'Allemagne l'hégémon de l'Europe* »

par Jean-Michel Quatrepoint,
Journaliste économique, auteur de *Le choc des empires : États-Unis, Chine, Allemagne : qui dominera l'économie-monde ?* (Gallimard, 2014) 16

« *Divergences franco-allemandes sur la défense de l'Europe* »

par Alain Meininger,
Ancien administrateur hors classe au ministère de la Défense et maître de conférences à l'ENA, membre du comité éditorial de la Revue politique et parlementaire..... 23

« *Penser l'avenir de la relation franco-allemande* »

par Jean-Pierre Chevènement,
Ancien ministre, fondateur et président d'honneur de la Fondation Res Publica..... 38

Débat avec la salle 47

Monsieur le Président fondateur,
Mesdames, Messieurs,
Chers amis,

Nous sommes très heureux de vous accueillir pour ce colloque.

La Fondation Res Publica a consacré d'assez nombreux colloques et séminaires à la relation franco-allemande¹, tantôt en elle-même, tantôt vis-à-vis de la marche de l'Europe.

Aujourd'hui le thème du fédéralisme, inclus dans le programme de la nouvelle coalition au pouvoir, de même qu'un certain repli sur des questions touchant des domaines essentiels, de l'énergie au numérique, du spatial à la défense, peuvent conduire à s'interroger à nouveau sur la position allemande et l'équilibre ou le déséquilibre franco-allemand qui pourrait en résulter. Tout le monde voit bien que les questions qui se dessinent autour du plan de relance européen, des conditions dans lesquelles les pays de l'Union européenne y accéderont, du retour peut-être à l'équilibre budgétaire, rendent pertinente une analyse vraiment actualisée. Je note ainsi par exemple que lors du colloque de 2013² Jean-Michel Quatrepoint, ici présent, évoquait le fait que Mme Merkel avait intégré la notion de fédéralisme dans son programme, Jean-Pierre Chevènement notant que, par la suite, elle n'en avait plus jamais parlé. Plus récemment, en février 2021, nous avons tenu un colloque en visioconférence sur « L'Allemagne et la construction de la stabilité européenne » dans lequel nous nous interrogeons sur la volonté de

¹ Voir notamment :

- *L'Allemagne et la construction de la stabilité européenne*, colloque organisé par la Fondation Res Publica le mercredi 10 février 2021.

- *De l'arrêt du Tribunal constitutionnel de Karlsruhe du 5 mai 2020 à la relance budgétaire et monétaire*, séminaire organisé par la Fondation Res Publica le 22 septembre 2020.

- *Ordolibéralisme, mercantilisme allemand et fractures européennes*, colloque organisé le 19 novembre 2018.

² *Refaire l'Europe ? Aperçu rétrospectif et esquisse d'une politique*, colloque organisé par la Fondation Res Publica le 2 décembre 2013.

puissance d'une Allemagne qu'Édouard Husson avait qualifiée de « kantienne »³, c'est-à-dire, si j'ai bien compris, plutôt sur la retenue.

L'Allemagne et la relation franco-allemande sont donc des thèmes récurrents de notre fondation, thèmes d'ailleurs omniprésents dans les ouvrages de Jean-Pierre Chevènement, notre président fondateur, particulièrement depuis les années 1990. Depuis Maastricht en effet, il n'est pas un de ses ouvrages dans lequel il n'analyse la politique notamment économique et, plus largement, la position de l'Allemagne et la relation franco-allemande au sein de la construction européenne.

Cette préoccupation nous porte à essayer de regarder de la manière la plus précise et la plus pointue possible comment se posent aujourd'hui les défis d'éventuelles marches convergentes de la France et de l'Allemagne. Jusqu'où nos intérêts convergent-ils ou divergent-ils ?

Pour cela nous avons invité un certain nombre de personnalités, que vous connaissez déjà, d'une grande expertise sur ces sujets :

Édouard Husson, historien, professeur des universités, auteur de *Paris-Berlin : la survie de l'Europe* (Gallimard, 2019).

Jean-Michel Quatrepoint, journaliste économique, entre autres qualités, que nous n'avons pas besoin de présenter davantage. On lui doit l'ouvrage *Le choc des empires : États-Unis, Chine, Allemagne : qui dominera l'économie-monde ?* (Gallimard, 2014)

Alain Meininger, membre de notre conseil scientifique, ancien administrateur hors classe au ministère de la Défense, membre du comité éditorial de la *Revue politique et parlementaire*.

Nous terminerons par une intervention de Jean-Pierre Chevènement dont je suis certaine qu'il donnera la tournure dialectique à l'ensemble de ce que nous aurons entendu et qu'il nous dira, avec l'acuité et la largeur de vues qui le caractérisent, comment le problème de la convergence et de la divergence des intérêts franco-allemands se pose aujourd'hui.

Après cette brève introduction je donne la parole à Édouard Husson qui va « contextualiser » le sujet à travers notamment la présentation de l'actuelle coalition allemande... dont je note que, dans un précédent colloque il doutait de

³ « Une Allemagne « kantienne » : le refus du « leadership et l'impossible pilotage par les règles », intervention d'Édouard Husson au colloque du 10 février 2021.

ses chances réelles d'accéder au pouvoir. « *Il y a assez peu de chances pour que les Verts se retrouvent dans une éventuelle coalition* », disiez-vous. Mais les prévisions sont les prévisions, nous en savons quelque chose.

La question fondamentale est de savoir quelle analyse vous faites aujourd'hui de cette coalition qui, de fait, est maintenant au pouvoir.

| |
|----------------|
| ÉDOUARD HUSSON |
|----------------|

France, Allemagne, Commission Européenne : un ménage à trois.

Merci, Marie-Françoise.

Vous me rappelez les professeurs d'histoire qui me demandaient de « contextualiser » et me remettaient en mémoire ce que j'avais écrit dans la copie précédente pour juger de mes éventuels progrès. J'ai toujours été un bon élève un peu moqueur et je vais donc promettre de m'améliorer.

Plus sérieusement, je prévoyais alors une coalition Chrétiens-démocrates/Verts/Libéraux, plutôt que Sociaux-démocrates/Verts/Libéraux, affirmant surtout qu'une coalition tripartite allait changer la donne. C'est en effet la première fois que trois partis cohabitent dans le même gouvernement allemand, alors que c'était déjà arrivé au niveau des *Länder*. Cela a déjà des conséquences.

L'Allemagne est-elle en mesure de profiter de cette situation ? Il va en effet y avoir un ralentissement du rythme de décision puisque le gouvernement allemand va être en marchandage permanent entre les Verts et les Libéraux sous l'arbitrage du chancelier social-démocrate.

Dans le temps qui m'est imparti j'essaierai de prendre la mesure des changements éventuels dans la relation entre la France et l'Allemagne du fait de l'arrivée de cette nouvelle coalition au pouvoir.

La Commission européenne est en outre devenue un acteur de la relation franco-allemande. C'est une dimension nouvelle, parce que l'Allemagne, plus que la France à mon avis, l'intègre dans sa stratégie européenne et en fait un instrument d'influence.

Comme je l'ai dit il y a un an et développé dans mon livre (*Paris-Berlin : la survie de l'Europe*, éd. Gallimard, 2019) la relation entre la France et l'Allemagne et entre Emmanuel Macron et la chancelière Merkel est mitigée.

Le Traité d'Aix-la-Chapelle apporte-t-il vraiment des instruments nouveaux ? Il y en a un, c'est l'outil parlementaire, l'assemblée franco-allemande. Mais les parlementaires français ne savent pas s'en servir, ils y sont peu assidus alors même que c'est un lieu où ils pourraient prendre de l'influence, surtout dans une situation de triple coalition. Je rappelle aussi que Mme Merkel a fait lanterner Emmanuel Macron pendant la plus grande partie de la période qui lui restait au pouvoir sur la question d'un budget de la zone euro. Finalement, il a fallu le Covid pour que l'on passe à une forme de budget, non pas de la zone euro, mais de l'ensemble de l'Union européenne et avec une forte emprise de la Commission sur le processus.

Cela pose la question de l'emprise croissante des Allemands sur les institutions bruxelloises. On peut se demander dans quelle mesure Emmanuel Macron s'est rendu compte, en ne soutenant pas Michel Barnier et en poussant Mme Von der Leyen, de l'impact que cela allait avoir. En effet, tous ceux qui connaissent un peu les institutions bruxelloises observent que Mme Von der Leyen s'est attachée à placer les siens et les représentants des intérêts allemands.

Dernier exemple, qui m'a toujours mis mal à l'aise, entre 2017 et 2019-2020 : la question du Brexit. Avec sa ligne extrêmement dure, Emmanuel Macron a finalement arrangé les affaires d'Angela Merkel qui avait besoin d'une aile punitive, permettant à l'industrie allemande de défendre une version plus douce du Brexit. Je ne suis pas sûr que les intérêts français en soient sortis renforcés. En tout cas, l'état des relations franco-britanniques aujourd'hui révèle que nous y avons sans aucun doute perdu.

Dans le gouvernement Scholz, l'opposition entre les deux pôles opposés, les Libéraux et les Verts, est modérée par le chancelier social-démocrate. Comme je le disais à l'instant, trois partis au gouvernement constituent une première nouveauté. Autre nouveauté : le style de M. Scholz est extrêmement différent de celui de Mme Merkel, non pas qu'il tienne moins à son autorité – il en est très jaloux – mais il n'imitera pas Mme Merkel qui encourageait ses partenaires de coalition à travailler sur un sujet avant de s'arroger le résultat de ce travail dans les médias, essorant les partis politiques les uns après les autres. Il va être un vrai

chef d'équipe, la difficulté étant que sur beaucoup de sujets les positions des Verts et des Libéraux sont difficilement compatibles.

Paris devrait absolument tenir compte d'un dernier élément très important. La CDU-CSU, très malmenée par les années Merkel – dont toute la politique au centre-gauche revenait à éloigner la CDU de ses bases historiques au centre droit – va se revigorer comme parti d'opposition. L'Allemagne fuyant les extrêmes, la différence entre le centre-gauche et le centre-droit structure largement la démocratie. On peut d'ailleurs se réjouir de ce retour d'une vraie opposition. C'est un des éléments positifs de la nouvelle situation. Pendant la coalition du dernier gouvernement Merkel, il n'y avait pas de véritable opposition. Bien sûr, le gouvernement essaiera de déstabiliser la CDU en lui reprochant de se rapprocher de l'AfD sur un certain nombre de sujets. Mais le poids de la CDU rend ce type d'argument assez inefficace.

Peut-on dire que rien ne change dans les relations franco-allemandes ?

Emmanuel Macron veut donner un sentiment de continuité. Après tout il connaît O. Scholz qui était ministre des Finances de Mme Merkel et ils entretiennent certainement des relations relativement confiantes, même si diplomatiquement, Olaf Scholz parle aussi peu qu'Emmanuel Macron est disert, ce qui pourrait à terme créer des malentendus dans les relations.

Je pense qu'il y a deux grosses pierres d'achoppement.

La première est le nucléaire au sens où Olaf Scholz a dû peser pour que les Verts ne fassent pas de la présence du nucléaire dans la taxonomie énergétique de la Commission un sujet de principe. Mais ne nous faisons pas d'illusions, si des raisons de politique intérieure l'exigent, lui-même ira contre les intérêts français sur ce sujet.

Le deuxième obstacle est le défi lancé ouvertement par Christian Lindner, le ministre des Finances, président du Parti libéral, conformément au programme de coalition : pas question de laisser courir les déficits pendant trop longtemps, il va falloir revenir au Pacte de stabilité et de croissance et le plan de relance européen ne doit pas être compris comme un instrument de laxisme budgétaire. Sur ce point, une première escarmouche a eu lieu un peu avant Noël quand Christian Lindner, à peine le gouvernement était-il constitué, est sorti du bois pour dire que les choses allaient changer.

Il est frappant de voir à quel point la France occupe peu de place dans le programme de la Grande Coalition dont des extraits ont été traduits dans les médias français. Le passage consacré aux partenariats compte moins de lignes sur la France que sur la Pologne ou sur les pays des Balkans susceptibles de rentrer dans l'Union européenne. Les formules utilisées pour parler de la France sont d'une grande banalité et ne témoignent pas d'une vive chaleur dans les relations franco-allemandes. C'est plutôt le style Merkel qui continue. Et il n'y a pas de raison pour que cela change. Il faut donc en tenir compte.

Mme Baerbock, candidate malheureuse à la Chancellerie pour le Parti Vert, et désormais ministre en charge des Affaires étrangères, est d'autant moins intéressée par le partenariat franco-allemand qu'elle nous considère comme des affreux parce que la France est une puissance nucléaire militaire qui tient au nucléaire civil.

M. Lindner pourrait être notre allié, d'autant que les députés FDP au Parlement européen appartiennent au même groupe que ceux de La République En Marche. Mais il faut dire que Christian Lindner n'a pas été bien traité par Emmanuel Macron au moment des élections européennes de 2019. Il a été demandeur d'un bout à l'autre pour constituer le groupe, E. Macron voulant décider de tout à LREM tout en regardant ce sujet de très loin. Par manque de clairvoyance, il n'a pas misé sur C. Lindner alors que, comme je l'avais écrit en 2019, celui-ci était vraiment l'étoile montante de la politique allemande.

Certains éléments sont déplaisants pour nous dans le programme de coalition.

Le premier est le budget.

Le deuxième – Marie-Françoise Bechtel y faisait allusion – est la fédéralisation de l'Europe, ouvertement réclamée : il est dit que la conférence pour l'avenir de l'Europe doit déboucher, « si possible », sur un nouveau traité. En fait, même si on dit préférer un traité intergouvernemental, on n'est pas loin de l'idée d'une nouvelle constitution européenne « si c'était possible ». Il faut regarder cela en face d'autant que tout le programme de coalition, rempli de principes « progressistes », insistant sur les droits de l'homme, sur les « valeurs » de l'Europe etc., pousse très fortement à cette fédéralisation de l'Europe. De ce point de vue, la coalition actuelle ne sort pas de ce que j'avais appelé dans mon livre de 2019 « *la substitution de l'ordo-progressisme à l'ordo-libéralisme dans la politique allemande* ». Ce que j'appelle « ordo-progressisme » est le fait de garder les principes de l'économie sociale de marché, la rigueur budgétaire en particulier, tout en substituant aux valeurs relativement conservatrices qui étaient celles de

l'Allemagne fédérale jusqu'aux années Schröder un programme qui d'ailleurs ressemble beaucoup au macronisme et à ce que représente Biden. Cela a des conséquences en pesant en faveur du renforcement des institutions fédérales et du rôle, par exemple, de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE).

Tout cela va peser fortement sur les relations franco-allemandes.

Que reste-t-il dans ce programme de la vision traditionnelle des relations franco-allemandes ?

La crise actuelle avec la Russie autour de l'Ukraine, a été précédée en 2003 par la crise de l'Irak. En 2003 les Américains étaient irrités par la convergence du gouvernement français, du gouvernement allemand et, à l'époque, du gouvernement russe, affirmant de concert que la souveraineté des États ne pouvait pas être contournée. Ce faisant, ils demandaient une forme d'autonomie stratégique de l'Union européenne. Aujourd'hui on voit bien qu'Emmanuel Macron et Olaf Scholz, chacun dans son style, essayent de garder quelque chose de cet héritage. En face, l'attitude américaine, en particulier l'hystérie des derniers dix jours, anticipant, appelant le déclenchement de la guerre par les Russes, a pour but d'empêcher quelque convergence que ce soit, quelque rapprochement que ce soit, quelque compromis que ce soit entre la Russie et l'Union européenne.

Il y a bien sûr *NordStream 2* mais il y a aussi ce qui reste de l'indépendance stratégique française. Surtout, les Américains redoutent une entente qui serait assez naturelle... On l'avait déjà vu par contraste en 2013 lorsqu'ils avaient forcé le renversement du gouvernement ukrainien pour éviter la mise en place d'une Ukraine qui travaillerait à la fois avec l'Union européenne et avec la Russie, ce dont ils ne voulaient pas.

Selon des informations reçues hier⁴ Mme Von der Leyen aurait négocié seule avec le *State Department* et avec le Conseil de sécurité nationale à Washington le contenu d'éventuelles sanctions contre la Russie. Sans doute le gouvernement français et le gouvernement allemand sont-ils au courant du contenu mais quand d'autres États membres ont demandé à voir ce qui avait été concerté on leur a répondu que cela ne serait dévoilé que lorsque la date d'un éventuel sommet européen consacré à cette question des sanctions aurait été arrêtée ! Nous voyons là concrètement se dérouler une logique de renforcement des pouvoirs de la

⁴ Ce colloque s'est tenu le 15 février 2022.

Commission européenne, une logique de fédéralisation de l'Europe. Si on allait jusqu'au bout de cette logique c'est la direction générale du commerce à la Commission européenne qui aurait en charge la mise en œuvre de ces sanctions. Mais avant cela, le vote qui serait exprimé au Conseil européen ne serait pas un vote à l'unanimité mais un vote à la majorité qualifiée, ce qui change tout ! Cela signifie que, d'un côté, la France et l'Allemagne sont désireuses d'affirmer leur capacité à convaincre M. Poutine d'une désescalade, en tout cas à la recherche d'une forme d'entente et, de l'autre, la Commission européenne sert directement les intérêts américains contre les intérêts européens, servant en particulier le projet américain d'empêcher toute autonomie stratégique européenne. Nous sommes là au cœur de la contradiction. Emmanuel Macron entretient d'ailleurs lui-même cette contradiction, puisqu'il est fédéraliste européen autant qu'il lit la « souveraineté européenne » en termes français.

C'est la double ambiguïté de cette coalition :

La France et l'Allemagne peuvent-elles continuer « comme avant » dans une situation où la France est en position d'infériorité du fait de son déficit public, du fait de son commerce extérieur lui aussi déficitaire ? Quel est son poids pour rester dans une optique de dialogue entre États au sein d'une Union européenne où le Conseil européen jouerait le rôle majeur dans la décision ? Ajoutons que Monsieur Macron, s'il était réélu, continuerait à miser sur la Commission Européenne tout en prétendant infléchir le travail de celle-ci dans le sens de certains intérêts français.

Lorsqu'on parle des relations franco-allemandes aujourd'hui on voit bien que la Commission européenne joue un rôle de plus en plus important, que les Allemands y pèsent plus que les Français, même si Emmanuel Macron semble accompagner ce mouvement de fédéralisation de l'Europe au nom de la souveraineté européenne.

Non seulement nous sommes dans un ménage à trois (France/Allemagne/Commission européenne) mais il devient de plus en plus compliqué pour la France et l'Allemagne, quand elles prennent ensemble une décision, de l'imposer à l'ensemble des États membres de l'Union européenne. C'est difficile structurellement en raison du nombre d'États membres de l'Union européenne. C'est difficile structurellement à partir du moment où, sur des sujets fondamentaux, la Commission considère qu'elle a plus de poids que ne lui en donnent les traités.

On pourrait multiplier le nombre d'exemples.

La situation récente semble montrer une amorce de succès de Paris sur la question du nucléaire et de la place du nucléaire dans la taxonomie énergétique de la Commission... Je dis bien « une amorce de succès » parce que nous n'avons pas tout obtenu. Mais la méthode est là, nous nous sommes créé des alliés et nous avons montré à l'Allemagne que nous n'étions pas vulnérables aux décisions de politique intérieure que prendrait éventuellement M. Scholz. C'est un exemple mais il faudrait aller beaucoup plus loin.

À l'inverse les efforts diplomatiques qui peuvent être mis en place par M. Macron et M. Scholz sont sapés par le comportement d'Ursula Von der Leyen qui, telle Pénélope, défait la nuit ce que Emmanuel Macron et Olaf Scholz font le jour, puisqu'elle négocie avec les Américains directement les termes de sanctions envers la Russie quand Scholz et Macron ont encore (un peu) les réflexes de 2003.

Le contraste entre ces deux exemples dit tout de l'incertitude dans laquelle nous entrons.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Merci infiniment Édouard Husson d'avoir soulevé des contradictions et présenté une image forte et nouvelle qui est cette triangulation entre la France, l'Allemagne et la Commission, ce partenaire sur lequel l'Allemagne agit peut-être plus que nous ne le faisons, en dépit du contre-exemple que vous avez donné pour finir. Une Commission qui n'est peut-être pas en capacité d'imposer ses choix diplomatiques et encore moins ses négociations avec le Conseil de sécurité américain parce qu'il me semble que les États gardent quand même la main sur la diplomatie en Europe. Une Commission qui a quand même pris une stature considérable du fait de la crise, puisque, bien que l'Europe n'ait pas la compétence sanitaire, le très fort volontarisme de la Commission dans ce domaine lui a acquis une sorte de pouvoir par-delà les compétences...

ÉDOUARD HUSSON

... et l'appui de Mme Merkel qui a beaucoup poussé à cela.

Il sera difficile de revenir sur cette extension...

Je passe maintenant la parole à Jean-Michel Quatrepoint qui va tout nous dire de la stratégie allemande dans des domaines cruciaux, notamment pour nous : énergétique, avec le nucléaire, la taxonomie, la question des aides de l'État. Il nous parlera aussi des enjeux industriels et, si le temps est suffisant, des tensions relatives au spatial et au numérique.

« Les stratégies qui ont fait de l'Allemagne l'hégémon de l'Europe »

Je ferai un peu d'histoire sur ce « ménage à deux » qui, en fait, n'est pas un ménage.

C'était il y a plus de trente ans, au lendemain de la réunification de l'Allemagne. Mis devant le fait accompli, François Mitterrand et Margareth Thatcher échangent sur l'avenir de l'Europe. Le Président français fait part de ses inquiétudes, notamment celle d'une dérive de l'Allemagne vers l'Est et il explique à Thatcher qu'il faut arrimer l'Allemagne à l'Europe et que le meilleur moyen pour ce faire est peut-être de la lier à travers l'union monétaire. Margareth Thatcher lui rétorque que cela n'aura pas pour effet d'arrimer l'Allemagne à l'Europe mais plutôt d'inféoder l'Europe à l'Allemagne. Elle avait vu juste.

En trente ans, l'Allemagne est bien devenue l'hégémon de l'Europe, un hégémon économique qui a méthodiquement construit sa domination à partir d'une stratégie économique et industrielle particulièrement habile. La puissance de l'Allemagne est celle d'un pays mercantiliste. Comme la Chine ou le Japon. Elle va bâtir son succès dans le temps et en profitant des erreurs de son principal partenaire, la France.

Comment l'Allemagne a-t-elle construit sa puissance ?

Il faut distinguer trois étapes.

La décennie 1990. L'Allemagne doit payer sa réunification. Et réorganiser son appareil industriel déstabilisé par le choix d'Helmut Kohl du « *Ein für Ein* » (un pour un), d'échanger un *ost mark* pour un *deutsche mark*. D'un coup, les usines de la RDA qui constituaient un *Hinterland* bon marché pour les groupes allemands deviennent obsolètes. Je vous rappelle que selon le Traité de Rome les marchandises circulaient librement avec entre l'Est et l'Ouest en dépit du rideau de fer et les groupes allemands avaient conservé leurs usines en Allemagne de l'Est, les utilisant pour produire dix fois moins cher et rapatrier les sous-ensembles, notamment dans l'industrie électrique, vers l'Allemagne de l'Ouest. Pour ces groupes allemands il faut donc trouver un nouvel *Hinterland*. Ce sera l'enjeu de l'élargissement à l'Est. Plus que jamais l'Allemagne mise sur son industrie, notamment l'industrie automobile. Les chaînes de valeur sont réorganisées. Avec une division du travail : à l'Est les sous-ensembles produits à bas coûts et exportés en Allemagne où se réalisent la valeur ajoutée et les exportations finales.

Cette stratégie est particulièrement spectaculaire dans l'automobile. Elle est différente de celle des groupes français qui eux ont délocalisé l'ensemble de la fabrication. *Das Auto* représente aujourd'hui en Allemagne 5 % du PIB, 12 % des emplois manufacturés et 15 % des exportations totales du pays. Les trois quarts des véhicules produits en Allemagne sont exportés.

Dans cette décennie 1990, la France va commettre des erreurs stratégiques majeures. La première est celle de la monnaie unique. Ou plutôt de ne pas avoir tiré tous les enseignements de cette monnaie unique.

L'erreur historique aura été d'avoir donné un avantage compétitif à l'Allemagne lors de la création de l'euro, en acceptant des parités où le mark était sous-évalué de 15 %. Oskar Lafontaine, ancien patron du SPD, et désormais l'un des dirigeants de *Die Linke*, reconnaissait dans un récent entretien à Marianne que « *l'euro était un système qui favorisait avant tout l'Allemagne, la puissance économique allemande, dont les produits seraient beaucoup plus chers sans l'euro.* »

Autre erreur historique : celle d'avoir instauré les 35 heures, au moment où l'Allemagne, elle, menait une politique de rigueur avec une série de mesures amorcées sous Gerhard Schröder. Là aussi, il y a des anecdotes qui parlent : en 1997, Gerhard Schröder à la veille de prendre le pouvoir, était venu à Paris où il avait rencontré Dominique Strauss-Kahn alors ministre de l'Économie, l'un des membres éminents de la fameuse *dream team* du gouvernement Jospin. À la sortie de l'entretien, Gerhard Schröder racontait aux journalistes que DSK lui avait

annoncé que les Français allaient adopter les 35 heures à salaire constant. « *Une excellente nouvelle pour l'industrie allemande !* » ajoutait celui qui allait devenir chancelier et qui sera le père du second miracle économique allemand avec son agenda 2010 et ses lois *Hartz*.

Troisième erreur historique : celle de la France qui opte pour un modèle anglo-saxon où la désindustrialisation était la norme. On mise sur les services, la finance, le luxe, le tourisme et quelques grands groupes. En jouant sciemment les délocalisations et une économie « sans usines », selon la célèbre formule de Serge Tchuruk, de fait, on laisse à l'Allemagne la spécialisation dans l'industrie. Au nom d'une division du travail à l'intérieur de l'Europe. Mais ce choix d'un modèle anglo-saxon avait un vice à la base : les États-Unis, comme le Royaume Uni, maîtrisent leur monnaie. Alors qu'avec la monnaie unique la France ne maîtrise plus sa monnaie. On ne peut plus jouer sur la baisse de la monnaie pour rétablir les balances commerciales.

En outre, les États-Unis sont les maîtres du jeu monétaire avec le dollar et le Royaume Uni a encore une monnaie internationale avec la livre sterling adossée à la puissance de la *City*. La France, quant à elle, a perdu sa souveraineté monétaire ce qui va entraîner la perte de sa souveraineté industrielle.

Ces erreurs stratégiques de la France commencent à apparaître dans la décennie 2000. L'Allemagne poursuit son chemin. Elle n'est plus « l'homme malade » de l'Europe et rattrape peu à peu la France, en termes de croissance et surtout de commerce extérieur.

Dans la décennie 2009-2019 l'écart se creuse. La croissance française est à la traîne. Pour une raison simple : les gains de productivité de l'industrie sont intrinsèquement supérieurs à ceux des autres branches de l'économie. La réduction de la part de l'industrie en France a donc un effet mécanique de ralentisseur sur la productivité de l'ensemble de l'économie, donc sur la croissance. Plus on a désindustrialisé, moins on a eu de croissance.

Tout cela se traduit dans les chiffres du commerce extérieur. Ces chiffres sont les véritables juges de paix de l'état d'un pays. Et ces chiffres montrent que l'Allemagne est bel et bien la grande gagnante de l'euro. En vingt ans, elle a engrangé 3 700 milliards d'euros d'excédents commerciaux. En vingt ans, la balance commerciale de la France a cumulé 1 100 milliards d'euros de déficit. Déficit imputable, pour une part non négligeable, au commerce franco-allemand.

À ce sujet, je voudrais vous faire part d'un des grands mystères de la statistique : celui du commerce franco-allemand. Pour les Douanes françaises, en 2020, le déficit bilatéral était de 10,7 milliards alors que pour l'organisme allemand Destatis (*Statistisches Bundesamt*, office allemand de la statistique) l'excédent bilatéral était de 34,3 milliards. Chaque année, l'écart des données est ainsi de plus de 20 milliards ! Selon les Douanes françaises, sur vingt ans, le déficit cumulé avec l'Allemagne ne serait que de 284 milliards. Pour les Allemands, selon Destatis, leurs excédents sur la France sont de 618 milliards. Une sacrée différence pour laquelle nous n'avons pas pu obtenir d'explications. En attendant, les organismes internationaux, eux, prennent en compte les chiffres de Destatis et pas ceux des Douanes françaises.

Ce déficit bilatéral, ce grand écart entre les balances commerciales des deux pays est aussi le fruit d'une stratégie méthodique, de la part des groupes allemands, stratégie de grignotage, et parfois de sabotage, des positions industrielles de la France dans des domaines où les Allemands n'avaient pas jusque-là une forte présence. En fait, l'Allemagne a utilisé la construction européenne comme un moyen de retrouver sa souveraineté et de regagner en respectabilité.

Retrouver sa souveraineté dans des domaines qu'elle avait dû abandonner au lendemain de la guerre. Et là je pense, bien sûr, à l'aéronautique, à l'espace et aux industries de défense. L'Allemagne s'est mise dans le sillage de la France pour Airbus et Arianespace. Puis elle a lentement grignoté les positions françaises. C'est spectaculaire pour Airbus. Au fil des ans, le poids de l'Allemagne s'est fortement accru dans le consortium. Hambourg s'est taillé la part du lion pour la production des A320, la gamme vedette du constructeur (quatre lignes d'assemblage à Hambourg contre une, bientôt deux, pour Toulouse). Le même processus est à l'œuvre avec Ariane, où les Allemands exigent d'avoir des charges de travail correspondant à leur financement. C'est ainsi que le moteur Vinci, qui occupe le dernier étage d'Ariane VI, sera transféré de Vernon en Allemagne.

Il en est de même pour les industries de Défense où la coopération franco-allemande ressemble fort à un chemin de croix pour la partie française. En fait, les Allemands cherchent à récupérer le savoir-faire des Français là où ils n'en ont pas. C'est le cas pour l'avion de combat du futur, où l'objectif est bel et bien de phagocyter Dassault. Pour le char de combat, la cause est entendue, il sera allemand, la partie française étant réduite à la portion congrue. Lorsqu'il n'y a pas

d'industriel allemand compétent, Berlin préfère acheter américain que français. Comme on a pu le voir avec le récent contrat avec Boeing pour des avions patrouilleurs maritimes. Mais Alain Meininger va nous parler plus longuement des divergences franco-allemandes sur la défense.

Autre exemple de ce grignotage : l'agroalimentaire. Avec le cas particulier de la filière porcine. Avec des mégafermes en ex-RDA, un personnel détaché aux salaires réduits venu de l'Europe de l'Est, et des exportations très compétitives. Globalement, si la France vend davantage de denrées agricoles brutes à l'Allemagne, sur les produits transformés le tableau s'inverse. Nous exportons vers l'Allemagne des matières premières brutes qui nous reviennent sous la forme de produits transformés. C'est typiquement le cas d'un pays en voie de développement.

Il arrive que nos amis allemands ne parviennent pas à leurs fins dans cette stratégie du grignotage. Ce fut le cas pour Alstom. En 2004, Siemens avait tout fait, notamment dans les instances bruxelloises, pour bloquer le sauvetage d'Alstom. Plus récemment, ils ont cherché à mettre la main sur ce qui restait d'Alstom, c'est-à-dire les activités ferroviaires. Sans succès, là aussi. Tout comme Siemens avait tenté de mettre la main sur Areva et la filière nucléaire française au début des années 2000. Eh oui, on l'a oublié. Siemens est à l'origine, avec Framatome, des EPR. La France avait accepté en 1999 que Siemens prenne une participation de 34 % dans Framatome ANP pour développer les EPR. C'est une longue histoire et je vous renvoie au dernier colloque de Res Publica, « Écologie et Progrès »⁵, où nous avons évoqué ce sujet.

En fait, ayant échoué dans son offensive pour prendre le contrôle d'Areva, Siemens avait rompu, en 2008, avec les Français. L'Allemagne n'ayant plus, de fait, d'industriels directement intéressés à la filière nucléaire, elle pouvait dès lors devenir le champion de l'anti-nucléaire. Ce que fera Angela Merkel en profitant de l'accident de Fukushima pour annoncer la sortie de l'Allemagne du nucléaire en 2022.

C'est ce que j'appelle la stratégie du sabotage quand le grignotage n'est pas possible. Et le nucléaire est bien aujourd'hui un des sujets majeurs d'affrontement entre la France et l'Allemagne. Car derrière il y a les enjeux industriels des filières

⁵ « *Écologie et progrès* », colloque organisé par la Fondation Res Publica le 14 novembre 2021. Voir l'intervention de Jean-Michel Quatrepoint : « *La politique de puissance de l'Allemagne et de la Commission européenne face aux intérêts français ?* » (NDLR)

photovoltaïques et éoliennes et aussi le coût de l'électricité. L'Allemagne n'a jamais pu supporter que l'économie française ait un avantage compétitif avec une électricité moins chère grâce au nucléaire.

Le « *Green deal* » et l'influence que l'Allemagne exerce au sein des instances bruxelloises où elle a su notamment truster les postes clés, y compris au Parlement européen, sont des leviers pour favoriser l'industrie allemande. Ainsi, elle a fait du véhicule électrique son objectif numéro un. Volkswagen, qui est à la pointe de cette stratégie, veut d'abord faire oublier le « *dieseltgate* ». Le groupe se veut désormais plus vert que vert. *Das Auto*, si puissante en Allemagne, milite donc maintenant pour prohiber le véhicule à essence et hybride dès 2030 et non 2035. Ce qui va nuire principalement à Stellantis et à Renault, ses derniers concurrents européens. Et, au passage, l'Allemagne récupère le maximum de sites de batteries avec l'aide des fonds européens.

Pour conclure je dirai, reprenant les termes de notre regrettée Coralie Delaume, que le « couple franco-allemand n'existe pas ». Si tant est qu'il ait jamais existé. Cette idée était d'ailleurs une idée purement française héritée de la période gaulliste. Ce n'était pas à vrai dire un couple mais un attelage. Il y avait le cheval allemand et le jockey français. En s'appuyant sur l'économie allemande et sa propre force militaire et diplomatique, la France espérait pouvoir continuer à diriger l'Europe. Las, non seulement nous ne la dirigeons pas mais nous ne la codirigeons même pas.

Les allemands d'ailleurs ne parlent jamais de « couple » mais d'un « partenariat ».

Je crois qu'il est temps de revoir nos relations avec Berlin et d'en finir avec ce complexe que nous cultivons avec notre puissant voisin, mélange de complexe de supériorité et de complexe d'infériorité. Aujourd'hui notre pays est affaibli mais il a encore quelques atouts. Reste à les utiliser à bon escient. Et à ne pas tomber dans le piège que nous tend la nouvelle coalition au pouvoir à Berlin : l'évolution de l'Union européenne vers un État fédéral.

C'est clairement inscrit dans le programme de la nouvelle coalition selon laquelle les décisions devront être prises à la majorité qualifiée, y compris sur les sujets de politique extérieure. En outre, davantage de pouvoirs seraient transférés au Parlement européen. Derrière ce projet fédéral, c'est en filigrane le modèle du Saint-Empire romain germanique que l'on voit se profiler. Les princes y

disposaient d'une relative autonomie par rapport à l'empereur, à l'image de celle dont bénéficient les *Länder* vis-à-vis de l'État fédéral à Berlin. C'est ce modèle qui a déjà poussé Berlin à prôner toujours plus d'élargissement. Avec pour corollaire, que les petits États pèsent autant que les grands. Il faut comprendre que l'Estonie pèse autant que la France. L'Allemagne est un cas à part car, dans cette vision, elle est au sommet : elle arbitre, règle les conflits entre les États membres et dit le droit. Dans ce modèle fédéral, la France n'a plus de justification pour conserver une défense et une politique étrangère indépendantes. Elle devra se plier à la majorité des États membres. En fait, à l'Allemagne qui disposera toujours d'un nombre suffisant de pays alliés. Très vite, la question du siège de la France au Conseil de sécurité de l'ONU sera posée.

La France se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Pouvons-nous encore imposer une vision de l'Europe qui soit celle d'une Confédération d'États-nations où les États conservent une souveraineté sur leur politique extérieure, leur mix énergétique, leur politique migratoire, voire maintiennent, dans certains domaines, la primauté du droit national sur le droit communautaire ? La bataille se joue aussi sur le plan culturel. Le modèle sociétal français, à base de laïcité, peut-il résister aux visions communautaristes prônées par d'autres pays et par les instances bruxelloises ? Force est de constater que les rapports de force se sont dégradés ces dernières années, au détriment de la France. Faut-il, pour autant, accepter silencieusement de se couler dans le moule d'une Europe allemande ? Pouvons-nous divorcer d'avec Berlin sans divorcer de l'Europe ?

Merci.

| |
|-------------------------|
| MARIE-FRANÇOISE BECHTEL |
|-------------------------|

Merci beaucoup Jean-Michel Quatrepoint. Avec le caractère incisif que nous vous connaissons vous avez développé finalement trois grandes questions.

Je ferai remarquer que « sabotage » et « grignotage » sont des termes qui évoquent plus la faiblesse que la force.

Que veut vraiment l'Allemagne ? Le Saint-Empire romain germanique et le modèle fédéral de l'Union européenne ne sont pas du tout la même chose. Quel modèle veut-elle vraiment ?

Si sa position s'est dégradée, la France garde quand même un certain nombre d'atouts. Comment ces atouts pourraient-ils lui permettre de jouer un rôle d'égal à égal avec l'Allemagne ? À l'arrière des deux exposés que nous avons entendus la question qui se pose est de savoir quels sont ces atouts.

Je me tourne vers Alain Meininger qui ne nous dira peut-être pas des choses positives sur ces atouts. Mais il est certain que la question de la défense, par ce qu'elle a de régalien, et parce qu'elle nous met au cœur de la question diplomatique elle-même, est fondamentale pour tâcher de mesurer s'il y a encore des atouts, non pas seulement pour la France mais pour ce « couple franco-allemand » qui n'en est pas un, ce partenariat ou cet attelage franco-allemand qui quand même représente les deux principaux États de l'Union européenne.

| |
|-----------------|
| ALAIN MEININGER |
|-----------------|

Divergences franco-allemandes sur la défense de l'Europe

Je vais essayer de répondre aux interrogations de Marie-Françoise Bechtel en commençant par un petit retour sur les fondamentaux de cette relation que l'on juge en ce moment déséquilibrée et sans doute quelque peu dangereuse, en commençant par parler d'histoire.

Le poids des invariants... l'histoire et la géographie

Notre histoire commune est surtout faite d'incompréhensions, en tous cas d'incompréhensions françaises vis-à-vis de l'Allemagne.

Depuis le début du XIX^e siècle, la Germanie a connu successivement trois étapes : elle est passée d'un état d'a-national à une phase d'hyper-nationalisme pour enfin arriver, à partir de 1945, à un état « postnational ».

Or, c'est dans la phase de naissance du nationalisme allemand dont les graines sont ensemençées dans la période 1806-1813 que sont advenues beaucoup d'incompréhensions dont nous voyons les effets aujourd'hui.

« *Am Anfang war Napoleon* » (au commencement était Napoléon) disent volontiers les Allemands. Napoléon et l'Allemagne, c'est un sujet très important, un peu méconnu ou en tous cas mal évalué en France.

Quelques jalons me semblent importants :

La Confédération du Rhin (1806-1813), qui met fin au Saint-Empire germanique dont parlait Jean-Michel Quatrepoint.

La bataille de Leipzig (1813), surnommée la « bataille des Nations », symbolique forte même si le sujet reste discuté aujourd'hui.

Fichte, qu'aucun intellectuel français de l'époque n'avait pris en considération à l'exception de Germaine de Staël, pensait que les campagnes napoléoniennes avaient pour but principal de diffuser les idées révolutionnaires et, comprenant très vite qu'elles tournaient aux guerres de conquête, avait publié ses « Discours à la Nation allemande » (1807), sur la conception de la nation, auxquels Renan ne répondra qu'en 1882, ce qui montre qu'on a mis du temps à comprendre ce qui se passait vraiment.

Il y aura plus tard d'autres mésinterprétations, durant la gestation du pangermanisme bismarckien.

Ce qui m'intéresse ce sont les étapes que l'on n'a pas comprises, je pense à Sadowa (1866), une bataille importante peu enseignée en France. La dépêche d'Ems, la défaite de Sedan... tout cela mènera à la proclamation de l'Empire allemand, le 18 janvier 1871, dans la galerie des Glaces de Versailles, puis à la Première guerre mondiale et au traité de Versailles (vécu par Berlin comme un *Diktat*). On connaît la suite : la Ruhr, l'appréciation française erronée des années trente etc. Jacques Bainville, qui revient en grâce aujourd'hui, a publié des textes intéressants à ce sujet.

Donc, une histoire faite de beaucoup d'incompréhensions.

1945 marque un changement de paradigme. À la phase de l'hyper-nationalisme succède le post-nationalisme. C'est « *Allemagne année zéro* », pour reprendre le titre du film de Rossellini, qui va bien au-delà des villes aplaties par les B17 de l'*US Air Force*.

C'est son identité et son rapport au monde que Bonn, à ce moment-là, doit reconsidérer. L'Allemagne passe du phantasme de la domination du monde à l'évincement politique. Et elle n'aura d'autre choix dans les décennies qui suivront que de sublimer sa libido dans la seule poursuite de la réussite économique et de gagner sa rédemption en devenant, au plan de la sécurité, le meilleur élève de la classe atlantique. Ce qu'illustre, notamment, le codicille ajouté par le *Bundestag* au moment de la ratification du traité de l'Élysée en juin 1963.

De capacité militaire autonome significative il n'est plus question, ce qui ne sera pas sans conséquences, jusqu'à aujourd'hui, pour l'autonomie stratégique⁶ de l'Europe et sa défense.

Empêchée par la défaite de 1945, la perte des territoires orientaux et la construction du mur de s'enraciner dans l'histoire et la géographie, l'Allemagne imagine pouvoir transposer sa vision (ou son mal-être ?) au niveau européen. D'où la récusation du régalien, de la frontière, de l'État, de la Nation, de l'identité, de l'histoire etc. Elle nous propose un nationalisme de substitution ou de transfert. On rejoint la thèse d'Habermas et son idée de la nécessité d'un patriotisme constitutionnel de substitution. Il existe en Allemagne une forme de patriotisme à l'égard de la Loi fondamentale de 1949. Mais l'Allemagne imagine, inconsciemment ou non, pouvoir le transposer au niveau européen : il faudrait que les Européens soient « amoureux » des institutions européennes.

Pour l'instant cela ne marche pas. Le drapeau bleu aux douze étoiles dorées ne fédère pas. On ne meurt pas pour un concept.

Au plan géographique, l'Allemagne est une puissance tellurique, continentale, assumée (on pourrait sur ce point évoquer des théoriciens comme Mac-Kinder et Haushofer). Elle a fonctionné un temps sur des idées fondamentales comme le *Drang nach Osten* (la marche vers l'Est) ou le *Lebensraum*, (l'espace vital). Je remarque en passant qu'elle a soigneusement occulté son passé colonial dont plus personne ne parle aujourd'hui.

La France, au contraire, est une puissance maritime contrariée. Elle possède quatre façades maritimes en Europe, 3000 km de côtes métropolitaines, la 2^{ème} zone économique exclusive (ZEE) du monde avec quelque 11,6 millions de Km². Mais quinze siècles d'insécurité récurrente à notre frontière Nord-Est, difficile à défendre, nous ont empêchés de devenir la thalassocratie que nous aurions pu être.

Je lis parfois que l'on tente d'opposer l'Allemagne puissance régionale à la France puissance mondiale. C'est un peu exagéré, un peu radical. Je dirai que la France est une puissance moyenne à intérêts régaliens mondiaux, puisque nous avons des extensions de notre territoire national tout autour du monde (on en a suffisamment parlé à propos de l'Indo-Pacifique), alors que l'Allemagne est une

⁶ Concept certes parlant mais mal défini, souvent mis en avant par Paris mais semble-t-il moins prisé à Berlin.

puissance régionale à intérêts mercantiles internationaux, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

De ce fait, l'Europe est très hétérogène au regard des préoccupations de défense. Une *summa divisio* oppose ceux qui, tel Drogo dans *Le Désert des tartares* (1940, Dino Buzzati) sont obsédés par la menace venant de l'Est et du Septentrion et ceux qui, comme dans *Le Camp des Saints* (1973, Jean Raspail), redoutent les terroristes djihadistes du Sud, venant de la Méditerranée.

Globalement il y a deux grands sujets de défense européenne. Et essayer d'intéresser les Maltais aux incursions de sous-marins russes dans les eaux suédoises ou les Finlandais à l'islamisation du Sahel demande des efforts soutenus. La France elle-même a, après 1989, réorienté son appareil militaire en privilégiant les problématiques méditerranéennes et africaines.

En matière de défense, un exemple illustre cette dichotomie, cette divergence des intérêts français et allemands : un programme d'armement commun, le C-160 Transall, avion de transport militaire produit dès les années 1960 (les derniers achèvent en ce moment leur carrière, ce qui montre que c'est une réussite technique incontestable). Les Allemands voulaient faire un avion de transport militaire tactique à rayon d'action court, car ils pensaient aux déplacements en Centre Europe (à l'époque, la frontière de l'Allemagne de l'Est était à peu près à une étape du Tour de France de Strasbourg). Nous Français avions d'autres préoccupations. Nous pensions à nos possessions outre-mer, aux interventions militaires en Afrique et souhaitions un avion de transport militaire à long rayon d'action. On a donc opté pour un compromis qui, du point de vue de l'allonge, ne satisfaisait totalement personne. Le Transall est certes un excellent produit mais sur le plan de la réponse au cahier des charges français (pensons à Kolwezi), il n'est pas tout à fait adapté. La question sera d'ailleurs en partie réglée en 1987, lorsque André Giraud, ministre de la Défense lors de la première cohabitation, comblera les lacunes en faisant acheter 5 C-130 Hercule américains dont l'allonge et les capacités d'emport sont plus importantes.

Tout cela se répercute sur « l'ADN » de la défense européenne

Finissons-en avec une légende urbaine qui a couru pendant des décennies. Non, l'Union européenne n'a pas maintenu la paix en Europe au lendemain de la Seconde guerre mondiale, notamment entre Allemands et Français, qui étaient

d'ailleurs hors d'état de faire la guerre pour de multiples raisons dont leur état de faiblesse ou même la présence des Américains en Europe.

J'inverserai le théorème en disant que l'Union européenne (Communauté européenne à l'époque) est née d'une paix qui l'a rendue possible – et peut-être souhaitable – et non l'inverse.

Lorsque l'Union européenne – qui, entre-temps, s'est dotée de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) en différentes étapes (Maastricht, Saint-Malo et Lisbonne) – se trouve en situation de devoir régler des conflits armés, y compris sur le territoire géographiquement et historiquement européen, elle ne le fait pas. La crise des Balkans, frontaliers de l'U.E. par la Grèce, l'Italie ou l'Autriche, en est l'exemple archétypique. Ce n'était pas un conflit colossal mais l'Union européenne n'a pas su ou pas pu le régler. Nous nous sommes certes interposés dès le déclenchement de la guerre le 25 juin 1991 mais il faudra attendre l'intervention militaire américaine et otanienne pour solder la situation en 1999.

Il en a été de même pour les conflits ultérieurs. En Géorgie, en 2008, l'Union européenne a évité de faire la guerre, de même pour le Haut-Karabagh en 2020, comme ce sera le cas aujourd'hui (aucun citoyen européen d'une Europe vieillissante ne veut mourir pour Kiev). Enfin au Mali, si ce n'est au Sahel, la guerre est déjà perdue.

Devant les difficultés, dès le début, on a préféré mettre la question de la défense sous le tapis, estimant que ce sujet pourrait faire capoter l'ensemble de la construction européenne. Cela s'inscrit dans une philosophie générale dont l'application est certes au départ principalement économique, selon laquelle l'Union européenne n'est pas conçue pour protéger mais pour ouvrir. En effet, l'Europe a été longtemps fondée non sur la défense mais sur le *soft power*, sur l'attractivité de l'œkoumène, sur la supériorité du « *jus gentium* », de la norme et de l'éthique, sur le fait que les vieilles problématiques de conflits sont hors sujet et que les seules préoccupations de l'avenir seront le climat, le « doux commerce », l'inclusivité etc....

En suivant cette pente dans le monde tel qu'il est, on donne corps à la vision de Pierre Manent : « *Je suis très surpris de la léthargie des Européens qui semblent consentir à leur propre disparition. Pis, ils interprètent cette disparition comme la preuve de leur supériorité morale* ».

S'agit-il, philosophiquement, politiquement, d'une démarche saine sur le long terme ?

Quel prix peut avoir un bien (notre Europe) dont ceux qui le détiennent proclament *a priori* qu'il ne vaut pas la peine d'être défendu ?

Peut-on faire communauté sans Défense ? Une telle démarche est complètement à contre-pied de la démarche fonctionnaliste des pères de l'Europe.

Il y a donc *a priori* un refus viscéral du rapport de forces, de l'hypothèse du conflit, considérés comme des modes opératoires d'un monde, si ce n'est révolu, du moins appelé à disparaître.

Les missions de la PSDC, dont la dernière mouture institutionnelle est celle du sommet de Lisbonne, sont, au moins pour moitié, civiles. Il n'y a d'ailleurs pas d'État-Major permanent. En revanche on constate une inflation des structures administratives (l'EMUE, le CMUE, Le COPS, l'INTCENT, l'AED, la CSP pour n'en citer que quelques-unes...) et un sous-effectif des forces dédiées. La brigade franco-allemande est très peu utilisée, à tel point que, dans son rapport de 2011, la Cour des Comptes française avait demandé sa refonte, voire sa suppression. L'Eurocorps est surtout un État-Major en temps de paix. Sinon il y a deux bataillons de 1500 hommes en alerte (pas toujours). Finalement le plus gros effectif européen sous uniforme est FRONTEX, dédié à une tâche bien particulière.

Enfin on se demande parfois si cette inflation des structures administratives européennes de la défense n'est pas une résultante inconsciente du refus de la vraie guerre sur le terrain, si l'empilement des structures ne révèle pas une absence de volonté d'avancer, car tout, de ce fait, devient plus compliqué. On est obligé de créer des *by pass*, tels, par exemple, l'Initiative Européenne d'Intervention qui, née du discours présidentiel à la Sorbonne du 26 septembre 2017, est hors PSDC et même hors U.E. En fait, l'U.E. c'est surtout l'administration de la défense.

La question du nucléaire, un aspect spécifique de la défense qui a joué un rôle particulier dans la relation franco-allemande.

Elle a été l'objet de beaucoup de psychodrames franco-allemands. Telle la crise des euromissiles Pershing contre les missiles soviétiques SS 20 (1977-1987). On se souvient de la phrase de François Mitterrand, restée dans l'histoire : « *Je constate simplement, dit-il devant le Bundestag en janvier 1983, que les missiles*

*son*t à l'Est et les pacifistes à l'Ouest ». Autre psychodrame, aujourd'hui oublié : notre décision de nous équiper d'une composante nucléaire tactique – les missiles Pluton d'abord (120 km de portée) Hadès ensuite (300 km de portée) – ont suscité une levée de boucliers côté allemand. En effet, si on installe les vecteurs en France ils tombent sur le territoire allemand (RFA ou RDA), si on les installe sur le territoire allemand, ils deviennent des cibles pour une frappe soviétique en premier. Les Allemands ne veulent pas d'une guerre nucléaire tactique en Centre-Europe et surtout pas sur leur territoire, ce qui peut s'entendre. Cela ne les empêche pas pour autant d'héberger aujourd'hui une composante nucléaire tactique américaine sous des avions. Le Tornado, avion de frappe nucléaire dans la profondeur, va faire l'objet, en principe, d'une procédure de remplacement. Il est à peu près certain que c'est le F-35 américain qui sera choisi, ne serait-ce que parce qu'il est déjà certifié par les Américains pour transporter leur bombe nucléaire à gravitation B-61. L'Euro-fighter allemand, lui, est un avion multi-rôle, mais le processus risque d'être le même.

Le deuxième problème est l'immuable question de la crédibilité des alliances à l'ère nucléaire.

De temps à autre, des voix se font entendre en Allemagne pour demander une forme de partage de décision franco-allemand sur la force de frappe française ou même une européanisation de cette force. Il faut rappeler que ce type de décision ne se partage pas puisqu'elle peut être constitutive d'un suicide national et que, d'autre part, il y a peu de délai pour la prendre. La dissuasion nucléaire à deux, encore moins à 27, n'existe pas, n'en déplaît à certains journalistes.

Juin 1940 nous a rappelé combien l'histoire peut être tragique et les nations mortelles. On sait les deux conclusions qu'en avait tirées le général De Gaulle : l'article 16 de la Constitution pour les périls intérieurs et la dissuasion nucléaire vis-à-vis des dangers extérieurs.

En l'absence d'une autorité politique européenne unique responsable – ce qui n'est pas pour demain – une extension européenne de la dissuasion française ne pourrait que ressembler à ce que les Américains proposent dans l'OTAN, à savoir une planification collective mais une décision finale américaine. C'est ce qu'a esquissé le président de la République dans sa conférence à l'École de Guerre le 10 février 2020.

Ce que je viens de dire pour le nucléaire vaut pour ce que l'on pourrait qualifier d'armes de souveraineté. Dépêcher un porte-avions comme le Charles de Gaulle

au large d'une zone de crise, quand on veut « montrer le pavillon », en clair projeter 42 000 tonnes de diplomatie, est un message fort, qui suppose une unicité de décision politique qui fait pour l'instant défaut à l'U.E.

Il existe par ailleurs un lien entre les questions énergétiques, actuellement très prégnantes, et la défense. En effet, la maintenance de matériels militaires utilisant le nucléaire pour la propulsion ou pour les armes suppose une chaîne industrielle et logistique complexe qui, pour fonctionner dans des conditions optimales, implique d'être adossée à une industrie nucléaire civile. Si d'aventure nous nous trouvions entraînés dans des voies qui ne nous conviendraient pas sur l'atome civil, par un éventuel dérapage de la taxonomie par exemple (même si à l'heure actuelle ce n'est pas la voie qui semble devoir être choisie), nous pourrions légitimement nous interroger sur une volonté de viser la pérennité de notre force nucléaire. Simple spéculation à ce stade mais qui incite à la vigilance, autant que la taxonomie sur les industries d'armements envisagée au nom de la finance durable.

Enfin, l'affaire ukrainienne a remis à l'ordre du jour des réflexions sur ces crises combinées – guerres hybrides ? – ou l'on teste la réactivité de l'adversaire et le seuil de l'inacceptable. C'est un peu « *the elephant in the room* ». Personne n'en parle ni ne veut le voir pour le moment mais le risque d'apocalypse est bien là. En ce moment ce qui se joue entre États-Unis et Russie est aussi un test de crédibilité sur le niveau des seuils nucléaires. C'est un moment de vérité. C'est important tant pour Poutine que pour Xi Jinping qui observe, pour l'avenir. On pense à Taïwan.

Les leçons de deux crises internationales récentes

Les leçons de Barkhane :

Takuba (la *task force* européenne au Mali) est une initiative intéressante puisqu'elle consiste à remettre l'ouvrage de la défense européenne sur le métier d'une autre façon. Face aux résultats peu concluants de constitution de structures comme la brigade franco-allemande, on tente, dans une démarche fonctionnaliste, l'expérience d'intégrations d'unités opérationnelles sur le terrain en partant des forces spéciales. Le 27 janvier, le pouvoir malien refuse la présence

de la composante danoise de Takuba qui vient d'arriver en prétendant qu'elle n'a pas de base légale, au motif que chaque nouveau contingent arrivant doit se voir délivrer un agrément spécifique, l'accord global du gouvernement malien sur Takuba ne suffisant pas.

Par cette attitude, il déstabilise deux éléments importants de la défense européenne actuelle :

- Il risque de faire exploser le concept Takuba, premier frémissement d'une nouvelle approche de la défense européenne (la Norvège du coup a aussi renoncé).

- En poussant dehors les Français, non seulement il affaiblit la lutte contre le djihadisme, ce qui est déjà préoccupant, mais il sape une des justifications d'un *leadership* français en Europe en matière de défense, après le Brexit.

De fait, dans la foulée, la ministre allemande de la Défense, Christine Lambrecht (SPD), s'est déclarée publiquement très sceptique sur la pertinence du maintien sur place des 1200 soldats allemands

Les leçons de la crise ukrainienne

On s'était habitué à vivre chez les Bisounours et d'un seul coup le dinosaure ressort de *Jurassic Park*. En quelques jours nos sociétés ont changé d'univers, passant du nombrilisme sociétal au retour du tragique.

Au tout début de la séquence, Poutine a ignoré ou contourné l'Union européenne. Difficile, en effet, d'exister sans moyens de dissuasion ou de coercition crédibles, autrement dit en l'absence d'une défense. Or, individuellement comme collectivement, l'Europe n'existe pas au plan de la défense. Au tout début le dialogue est russo-américain (Poutine-Biden). Certes, il y a d'autres explications, comme la volonté nostalgique de Poutine de réinstaurer le caractère incontournable du dialogue bilatéral de cogestion du monde avec Washington.

Il est intéressant de remarquer que le président français qui avait parlé de « mort cérébrale » de l'Alliance fin 2019 a proposé d'envoyer (avec les Américains et d'autres) un contingent français en Roumanie dans le cadre de la Présence avancée renforcée, E.F.P. (*Enhanced Forward Presence*), processus OTAN déjà utilisé dans les pays baltes et en Pologne, et non dans le cadre des procédures bureaucratiques et lentes de la PSDC.

Ce retour à la guerre froide est quand même dangereux. Le jeu est assez complexe. Il y a, *in fine*, un risque très fort de finlandisation de l'Ukraine et d'autres États de la zone.

Enfin troisième leçon : l'inadaptation des institutions allemandes

Je vois dans certains médias des laudateurs systématiques des institutions allemandes dont le parlementarisme et les coalitions sont présentés comme très supérieurs à notre vision « monarchiste » et verticale du pouvoir. Or en termes de défense notre système est de loin préférable. En effet, un gouvernement de coalition est inapte à prendre rapidement des décisions cohérentes et appropriées, sans compter les phases de négociation des accords de coalition qui, pendant des mois, ne permettent que de gérer les affaires courantes. De plus la majorité allemande actuelle est divisée, notamment sur le budget de la défense. Et Olaf Scholz a longtemps été aux abonnés absents sur la crise ukrainienne. Les institutions allemandes sont adaptées à un pays qui s'en remet aux autres pour les décisions de sécurité.

Le président de la République, lors de son récent déplacement à Belfort pour relancer le nucléaire et notre indépendance énergétique, a dit très justement, à propos de la crise ukrainienne, que dans une telle affaire tout est lié, les éléments institutionnels, les choix énergétiques, la crédibilité de l'outil militaire... tous sujets sur lesquels l'Allemagne nous pose problème en matière de défense européenne.

Que veut – ou que peut – l'Allemagne en matière de sécurité et de défense ?

Quelle est sa vision de la sécurité ?

L'Allemagne est un peu la pointe avancée en Europe du « culpabilisme » occidental. C'est différent aux États-Unis où, à côté d'une société rongée par les questions sociétales et raciales, subsiste une structure consensuelle de gouvernance qui ne fera pas de concessions dans le domaine de la défense, du moins à « échéance prévisible ». Dans l'« État profond », en tous cas le complexe militaro-industriel et sécuritaire, face à la Russie et surtout à la Chine, il y a, depuis longtemps un consensus sans failles entre démocrates et républicains.

En Allemagne, les élites, donc le gouvernement, avec les difficultés et les nuances tenant à son hétérogénéité, sont davantage obligées de coller à la société.

En fait les Allemands ont fait les choix suivants :

- Le refus d'envisager le conflit. Il est possible, à cet égard que le voyage d'Olaf Scholz à Washington, le 7 février, ne se soit peut-être pas aussi bien passé que le laissent entendre les communiqués de presse lénifiants.

- La supériorité de la civilisation européenne, du fait de son éthique, de son caractère attrayant économiquement et socialement, de la protection conférée par la fiabilité de l'État de droit, etc.

- Enfin, le commerce international comme mode de dépassement des désaccords.

Or rien de tout cela n'est en phase avec la société internationale actuelle, régressive et brutale. Difficile d'imaginer que des hommes comme Poutine, Xi Jinping ou Erdogan partagent cette vision du monde.

La supériorité de la norme est un sujet extrêmement important. C'est l'axe principal, depuis quelques années, de la contestation chinoise de l'ordre international actuel. Les Chinois sont en train d'infiltrer tous les endroits où ils peuvent substituer leur vision du monde, leur norme à la norme occidentale, y compris dans les aspects les plus techniques. Sur ce point, comme le montre un article intéressant de Sylvie Kauffmann dans *Le Monde* du 10 février 2022, une alliance tactique avec les Russes, voire les Turcs, vise à promouvoir un ordre post-occidental.

Quid de la vertu pacifiante de l'économie marchande ? On voit comment le gazoduc pèse dans la situation actuelle. De plus la Russie, puissance pauvre, est capable, grâce à ses 620 milliards de dollars de réserves et les recettes de ses exportations, de faire une guerre ou du moins de faire plier l'Occident pour des motifs qui ne sont pas économiques. En effet l'intérêt pour la Russie d'envahir l'Ukraine est économiquement nul.

L'Allemagne s'intéresse surtout à l'industrie de défense et aux savoir-faire de ses partenaires dont bien sûr au premier chef la France.

Le MAWS (*Maritime Airborne Warfare System*), visait depuis 2017 la succession commune des Dassault-Bréguet ATL-2 français et des Lockheed P-3C Orion allemands. Mais l'Allemagne souhaitait un nouvel avion pour 2025 tandis que la France voulait se laisser du temps jusqu'à l'horizon 2030. Ce qui aurait dû être une affaire franco-allemande a donc vécu. L'Allemagne a finalement choisi des P-8A Poseidon auprès de l'avionneur américain Boeing, au départ pour les

louer à titre transitoire mais je pense que ce sera une solution définitive. Du coup la France s'oriente vers la solution Falcon Dassault.

Jean-Michel Quatrepoint a très bien parlé du MGCS (*Main Ground Combat System*), le char du futur. On a tellement modifié les proportions (au départ Allemagne et France devaient se partager le projet à 50 %-50 % mais deux sociétés allemandes se sont trouvées opportunément en concurrence) que c'est devenu ingérable. Finalement la production a été scindée en lots et l'avenir du projet est d'autant plus incertain qu'il peut y avoir débat sur le cahier des charges, entre autres sur le poids de l'engin.

Quant au SCAF (système de combat aérien du futur)⁷, c'est l'archétype de la tentative, pas très subtile mais qui pourrait être efficace, de captation technologique. L'introduction d'Airbus Espagne aux côtés d'Airbus Allemagne aboutit à réduire à un tiers la charge de travail attribuée à Dassault, tout en ne bridant pas les exigences allemandes de transfert de propriété intellectuelle des industriels français vers leurs homologues allemands. Pour comprendre ce mécanisme piègeux, complexe dans ses modalités mais simplissime dans son objectif, il faut visionner l'audition d'Éric Trappier, PDG de Dassault Aviation, du 10 mars 2021 par la Commission des Affaires étrangères de la Défense et des Forces armées du Sénat. Je suis assez pessimiste sur le SCAF.

La remise à niveau de l'hélicoptère Tigre MK III pose aussi problème même si les Espagnols jouent le jeu...

En bref je dirai que pendant que Paris réfléchit à une Europe puissance dans le monde, Berlin construit une Allemagne puissance en Europe.

Surtout, en matière de sécurité, l'Allemagne compte d'abord sur son alliance inébranlable – du moins le souhaite-elle – avec les États-Unis.

Elle est prête à en payer le prix, notamment en achat d'armements américains, ce qui convient à Washington. D'où le désarroi d'Angela Merkel pendant la précédente mandature américaine lorsque Trump remettait tout en cause : le multilatéralisme, les alliances, le *leadership* américain, l'Alliance atlantique, son coût pour les États-Unis et même, un court moment, l'article 5 du Pacte atlantique !

⁷ Système comprenant un avion de combat (NGF, pour *New Generation Fighter*), des drones d'accompagnement (« *remote carriers* » ou effecteurs déportés), le tout relié par un *cloud* de combat.

Mais l'Allemagne, jusque-là, a du mal, comme nous, à réaliser les objectifs de l'Alliance en matière budgétaire, soit 2 % du PIB (1,56 % en ce moment). Il y a, à l'heure actuelle, un vrai doute sur l'efficacité opérationnelle de la *Bundeswehr*, accusée de vivre à crédit et dont les matériels sont vieillissants. À un moment donné, sur 145 avions de type Tornado, une quinzaine étaient disponibles, soit un dixième des effectifs ! Si on ajoute à tout cela le syndicalisme et les 35 heures qu'ils essaient de nous imposer, une carrière militaire qui, en Allemagne, n'attire pas les meilleurs, il y a de vrais doutes sur ce sujet en ce moment. Mais cela peut changer. Christian Lindner (FDP), le ministre du budget, s'arrache les cheveux devant les demandes de ses partenaires de la coalition : 70 milliards de plus pour 2022, au total, 400 milliards de plus pour la mandature 2022-2024, alors qu'il était prévu de revenir à l'équilibre budgétaire en 2023.

Une chose intrigue. Notre budget de la Défense, pour 2022, s'élève à 41 milliards d'euros (et nous devons entretenir la force de frappe nucléaire et financer les OPEX), contre 50,3 milliards d'euros pour le budget allemand... Où cet argent passe-t-il ? Certes les Allemands sont en phase de remise à niveau et une partie de cet argent sera consacré à l'achat de matériels neufs (américains ?) mais la constatation intrigue.

La *Bundeswehr* est apte à des missions d'assistance civile, en symbiose avec les missions de la PSDC, mais quand les soldats de la *Bundeswehr* se sont trouvés en situation d'affrontement en Afghanistan, ils ont été très étonnés de devoir se battre !

Ce qui intéresse l'Allemagne dans la défense européenne, ce sont les capacités technologiques et industrielles, éventuellement et marginalement le capacitaire, mais certainement pas l'*aggiornamento* des doctrines stratégiques. Entre l'UE et l'OTAN, l'Allemagne choisira toujours la seconde, c'est-à-dire que tout cela ne tient que tant que tient le lien transatlantique dans son intensité actuelle. Je précise que SPD, Verts, et FDP, qui constituent la coalition, n'ont pas eu, à leur prise de fonction fin 2021, un mot sur l'autonomie stratégique européenne.

L'Allemagne, pour sa défense, compte aussi sur les mécanismes de sécurité collective, lesquels sont désormais mal en point sur le continent européen :

D'où le caractère quelque peu préoccupant de la situation actuelle qui voit la Russie remettre en cause, depuis l'affaire de Crimée, le contenu de l'Acte final d'Helsinki de 1975, signé par 35 États, lequel interdisait la modification par la

force des frontières en Europe. Un deuxième texte a été violé, c'est le Traité sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine de 1994 (mémoire de Budapest). J'ai vécu professionnellement le mouvement de panique qui, au début des années 1990 avait saisi les Occidentaux qui réalisaient qu'avec la chute du Mur, l'Ukraine devenait indépendante. Or des vecteurs soviétiques dotés de têtes nucléaires étaient entreposés sur son territoire. Une négociation avec les Ukrainiens a abouti à ce qu'ils renoncent aux têtes nucléaires en échange de quoi les Russes, les Américains et les Britanniques garantissaient leur intégrité territoriale et leurs frontières. Avec les affaires de Donetsk, de Louhansk, de la Crimée etc. le mémoire de Budapest est aussi au panier.

En conclusion, je serai peut-être un peu alarmiste mais je pense qu'il n'est pas mauvais de regarder la réalité en face.

Je pense qu'en matière de défense, donc de souveraineté, si l'Allemagne ne change pas, elle risque de nous tirer vers le bas. Elle souhaite nous faire rentrer dans le rang. Le débat sur la légitimité de la France à siéger à la table des grands est une constante Outre-Rhin. Les Allemands estiment que nous avons bénéficié en 1945 d'un avantage différentiel indu, notamment en matière d'industrie de défense. L'image souvent usitée est que la France voyage en première avec un billet de seconde. « Ah ! Il y a aussi des Français, il ne manquait plus que ça ! » s'exclamait Keitel, le 8 mai 1945, en entrant dans la salle pour la signature de la capitulation...

Pendant ce temps, le Royaume-Uni, puissance nucléaire qui dispose d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, nous a toujours assuré, dès le Brexit, du maintien de ses coopérations de défense avec l'Union européenne et, évidemment, du maintien de ses coopérations de défense, importantes, avec la France (accords de Lancaster House de novembre 2010 etc.). Mais le Royaume-Uni, dans la crise ukrainienne – sans doute parce qu'il disposait de renseignements américains fiables – a envoyé dès début février plusieurs avions gros porteurs C17, livrer des armes à l'Ukraine, notamment des armes antichars, en contournant l'Allemagne.

En arriverons-nous un jour à l'inconcevable : devoir choisir entre l'Europe avec la Grande-Bretagne ou l'Union européenne avec l'Allemagne ?

Du côté allemand on a le risque du fédéralisme européen, une forme de « cacanie » habsbourgeoise, la dissolution des identités et des responsabilités,

l'idéocratie écologiste et migratoire, des choix énergétiques irréfléchis, l'impuissance politique et militaire et l'alignement sur Washington.

Du côté britannique, prévalent la pérennité des États-Nations, la sacralité du territoire et de la frontière, la préservation des continuités historiques, une vision politique et sécuritaire mondiale (le fameux *Global Britain*), des outils de défense crédibles au service de la sécurité et des intérêts vitaux européens mais aussi nationaux.

En arriverons-nous à ce choix difficilement imaginable aujourd'hui ? Tout dépend de la conception que l'on se fait du continent, de sa place dans le monde et, partant, du destin de la France.

Mais notre pays, s'il devait demeurer fidèle à son héritage gaullien, n'est-il pas plus proche de Churchill et de la reine d'Angleterre, acclamée par les foules à chacun de ses passages en France – le sacré qui nous fait tant défaut – que d'un Gerhard Schröder ou d'un « *Grün* » allemand ?

| |
|-------------------------|
| MARIE-FRANÇOISE BECHTEL |
|-------------------------|

Merci beaucoup.

Ce fut une fresque très vaste qui nous a amenés très loin et s'est terminée sur des considérations d'avenir que l'on peut regarder comme assez troublantes. Je ferai quand même remarquer que Schröder était avec la France au moment du conflit central que fut le conflit en Irak et que la Reine Elizabeth règne sur un État qui a pris parti pour les Américains, contre l'avis d'une grande partie de sa diplomatie. Il y a des nuances qui parfois peuvent être apportées à des considérations qui par ailleurs ont leurs mérites et leur profondeur.

Je vais maintenant passer la parole à Jean-Pierre Chevènement qui va nous exposer sa vision de cette convergence ou divergence des intérêts fondamentaux de nos deux pays.

« Penser l'avenir de la relation franco-allemande »

Merci aux trois intervenants pressentis par Marie-Françoise Bechtel. Ils nous ont donné des éclairages à certains égards convergents parce qu'inquiétants sur la relation franco-allemande.

À partir de l'intitulé du colloque, « France-Allemagne, convergences et divergences des intérêts fondamentaux à long terme », j'essaierai d'introduire un plus grand irénisme en rappelant quand même que l'Allemagne a été vaincue à deux reprises dans deux conflits mondiaux, écrasée, réduite en cendres à l'occasion du deuxième et jetée dans un trouble profond dont témoigne par exemple le rôle extraordinaire des Verts. Quel pays a dans son gouvernement un ministre des Affaires étrangères et un ministre de l'Économie verts ? Lesquels, plus technophobes que technophiles, professent un très grand scepticisme sur les bienfaits de la technique, incarnant une idéologie « post-nazie », dirait Michel Onfray, inspirée du grand trouble qui, à la découverte des horreurs du nazisme, a provoqué dans l'*intelligentsia* allemande une véritable révolution intellectuelle. Je pense au « principe de responsabilité » de Hans Jonas et à « l'heuristique de la peur » qui fonde le « principe de précaution ».

Du point de vue de la France nous devons bien accepter l'idée que nous avons été marqués par trois guerres : Sedan, la Guerre de 1914-1918, – « *cell' que j'préfère* », chantait Brassens, – et puis l'humiliation de 1940 que nous ne pardonnons pas aux Allemands de nous avoir infligée, bien qu'elle soit révélatrice d'une démobilisation générale des démocraties, britannique au moins autant – voire plus – que française, otages de la politique d'*appeasement* américaine. Rappelons que les États-Unis ne sont rentrés en guerre que lorsque Hitler la leur a déclarée à la fin de 1941. Et l'un de nos alliés traditionnels, la Russie, nous a fait défaut dans des conditions sur lesquelles je ne veux pas revenir puisque tout cela prête à controverse.

Prenons conscience que l'Allemagne n'est plus dans l'état d'esprit de chercher une revanche quand nous-mêmes lui avons proposé la voie de l'Europe en 1925-1930, à l'initiative d'Aristide Briand, une démarche sympathique mais prématurée, en tout cas nous mettant en porte-à-faux par rapport à la crise économique mondiale et à la montée du parti national-socialiste au pouvoir. Cette

initiative d'Aristide Briand, reprise en 1950 par Robert Schuman et Jean Monnet nous rappelle que l'idée européenne était une proposition française...

Je sais bien que M. Macron n'est pas en odeur de sainteté partout, ni à gauche, ni à droite, ce qui est d'ailleurs tout à fait compréhensible puisqu'il a évincé l'une et l'autre du pouvoir en 2017, ce dont on peut imaginer que nul ne lui est reconnaissant. Mais il a quand même eu l'idée que la France ne devait pas laisser périlcliter l'héritage que constituait l'idée européenne, une idée française à laquelle les Allemands se sont ralliés d'enthousiasme. « *Je remercie Dieu, depuis que vous avez fait cette proposition* », disait le chancelier Adenauer à Jean Monnet. Et ils étaient convenus en 1950 que cette idée européenne créerait entre la France et l'Allemagne une unité durable, reposant sur une égalité qu'il ne faudrait jamais rompre.

C'était l'idée de départ.

Je suis le dernier à contester le fait qu'un déficit commercial annuel de 40 milliards d'euros entre la France et l'Allemagne pèse lourd dans la balance et qu'à force de s'accumuler ces déficits font pencher cette balance dans un sens qui ne nous est pas favorable. Mais à qui la faute ? Pourquoi, comment en sommes-nous arrivés là ? Il y a beaucoup de réponses. Jean-Michel Quatrepoint a rappelé la manière dont a été calculée la parité du mark et du franc par rapport à l'euro. Il est évident que tout cela ne nous avantage pas, ce qu'observe le FMI. Mais il y a d'autres raisons, peut-être plus profondes, non pas seulement l'adoption du modèle anglo-saxon mais le choix de la désindustrialisation, quand, par exemple, nos élites dirigeantes ont préféré exporter notre industrie automobile en Espagne, Tchéquie, Slovaquie, Roumanie, Maroc etc. alors que les Allemands menaient une politique de sous-traitance beaucoup plus avisée. Dans la balance commerciale de nos deux pays, l'automobile représente pour l'Allemagne un excédent d'environ 150 milliards d'euros quand la France enregistre un déficit de 28 milliards d'euros. Comment tout cela a-t-il été possible ? Quelle irresponsabilité ! Quelle manière de traiter les affaires d'un grand pays ! Et quand le chancelier Schröder a lancé son fameux plan *Hartz*, au début des années 2000, on a considéré que l'état des syndicats en France ne permettait pas de répondre à l'initiative allemande. Et on n'a rien fait.

Je dis tout cela pour essayer d'introduire un autre éclairage. Dans la relation franco-allemande, il faut essayer de voir loin et large, comme toujours.

L'Allemagne voit venir une crise qui tient au fait que dans les relations internationales la tension entre la Chine et les États-Unis s'est beaucoup accrue. Or, la Chine et les États-Unis sont les deux premiers clients de l'Allemagne : plus de 100 milliards d'euros chacun contre environ 60 milliards d'euros pour la France qui, de premier client de l'Allemagne est devenue le troisième, si ce n'est le quatrième, après les Pays-Bas. Il me semble que la montée de la Chine et la volonté des États-Unis de mettre l'Allemagne à contribution de différentes manières font que l'avenir ne se présente pas d'une manière aussi rose qu'anticipé pour l'Allemagne. La rétraction de ses débouchés lointains peut l'amener à se tourner vers l'Europe, base solide sur laquelle elle peut appuyer son développement. Qui peut penser d'ailleurs que tel n'a pas été le raisonnement d'Angela Merkel quand, en 2020, elle a finalement accepté la mutualisation de 390 milliards d'euros du « *Next Generation European Union* » ? C'est ce qu'Emmanuel Macron lui avait proposé trois ans auparavant, en 2017, quand il avait émis l'idée d'un budget de la zone euro équivalant à 3 points de PIB (le PIB de la zone euro s'élève à 15 000 milliards d'euros, donc 3 points de PIB représentent 350 milliards d'euros).

Je dis tout cela parce qu'il me semble que vous avez été un peu durs avec Emmanuel Macron en ce qui concerne la gestion des institutions communautaires. Selon le principe du *Spitzenkandidat* (tête de liste de la formation la plus importante), Manfred Weber, président du PPE (maintenant président du Parlement européen), aurait dû être nommé à la tête de la Commission européenne. C'est ce qui était prévu sur le papier. Ce n'est pas ce qui s'est passé parce qu'Emmanuel Macron a suscité une liste, « *Renew Europe* ». Ce parti a fait suffisamment de voix pour entrer dans la composition de la majorité qui soutient la Commission. D'habitude le soutien du PPE et du PSE suffisait. C'est en vertu de ce principe que l'on avait fait appel à M. Junker pour être le président de la Commission européenne. Cette fois-ci, cela ne marchait plus. Le président Macron a donc imposé une candidate qui lui plaisait, à tort ou à raison, Ursula Von der Leyen. Dans ce marché implicite il y avait Mme Lagarde à la présidence de la Banque centrale européenne, M. Charles Michel comme président du Conseil européen (cela ne veut pas dire grand-chose mais on peut toujours le mentionner) et Josep Borrel comme haut-représentant aux Affaires extérieures. Un « emballage » d'autant plus astucieux que cela devait rester discret !

Dans la manière de se servir des institutions européennes le Président de la République n'a donc pas été le dernier des manchots comme on se plaît à le considérer en France. Il est difficile de reconnaître ses mérites à Emmanuel Macron, je le comprends. Je comprends que les socialistes que François Mitterrand avait installés sur l'orbe du pouvoir depuis bientôt quarante ans soient très fâchés de voir leur échapper maroquins et petits ou grands fauteuils qui sont dans les allées du pouvoir. C'est humain ! Comme c'est humain pour la droite, frustrée d'une victoire qu'elle croyait acquise le 1^{er} janvier 2017 mais qui en a été privée par un cafouillage sur lequel je ne reviens pas mais où entrent beaucoup de ses défauts. Tout cela fait beaucoup de mécontents parmi les responsables élus auxquels s'ajoutent les militants qui donnent toujours raison à leurs chefs.

Il faut bien sûr replacer l'accord européen intervenu en 2020 dans son contexte : la crise du Covid mais aussi et surtout la suspension des critères de Maastricht. On crédite l'Europe de moult bienfaits (elle nous a inondés de vaccins, etc.) qui résultent en réalité de la suspension des critères de Maastricht qui avaient longtemps bridé la croissance européenne ! En même temps, la Banque centrale européenne a amplifié la politique dite « accommodante » initiée par M. Draghi en 2015, avec plus de 2800 milliards d'euros de création monétaire (*quantitative easing*).

Si l'Allemagne s'est résignée à cette pluie d'avantages sur l'Europe c'est parce que l'Europe lui fournissait des débouchés sûrs. Par exemple, la zone euro absorbe un peu plus de 40 % des exportations allemandes, soit près de 500 milliards d'euros, ce qui est beaucoup mieux que les plus de 100 milliards d'euros que l'Allemagne vend aux États-Unis et à la Chine. Donc ces considérations sont entrées en ligne de compte dans l'esprit de Mme Merkel.

Et qui ne voit que nous sommes seulement au début de la crise des relations sino-américaines ? Cela aura des conséquences et l'Allemagne sera incitée à voir finalement dans l'Europe sinon une planche de salut du moins un tremplin, une base plus solide pour la poursuite de son expansion. Jean-Michel Quatrepoint rappelle souvent que l'Allemagne est le deuxième atelier industriel du monde après la Chine et, maintenant, avant les États-Unis. Elle exporte chaque année 1370 milliards d'euros. C'est coquet ! Mais il faut trouver des marchés. Ce n'est pas simple.

Dans cette tension entre les États-Unis et la Chine la Russie intervient comme un pays qui aurait pu être arrimé à l'Occident mais que l'on a contribué à faire

pencher vers la Chine par une suite d'initiatives de politique étrangère inconsidérées, de sanctions commerciales à courte vue. D'où des crises comme celle de l'Ukraine⁸, de la Géorgie, de l'Asie centrale (où la Russie joue quand même un rôle stabilisateur par rapport à la Chine). J'allais oublier l'Arménie. Si l'Arménie existe encore, c'est grâce à la Russie ! Je ne fais pas de crédit au-delà de toute mesure à M. Poutine. Je ne le prends pas pour un enfant de chœur, mais ce n'est pas non plus Hitler. Sa logique est celle de la puissance. Elle est obsolète. La Russie ne sera plus jamais une hyperpuissance. Je crois qu'il faut avoir les yeux en face des trous. Dans cette tension entre l'Occident et la Russie un pays comme l'Ukraine joue évidemment un rôle fondamental pour dresser l'une contre l'autre l'Europe occidentale et la Russie. Diviser l'Europe est pour les États-Unis une « sage précaution ». Mais est-ce si sage ?

L'Allemagne, dans son programme tricolore, n'a pas repris l'engagement de porter à plus de 2 % la part du PIB consacrée à la défense. Les Américains vont quand même essayer de faire payer les Allemands. Et s'ils pouvaient leur faire acheter du gaz de schiste liquéfié plutôt que du gaz russe ce serait de bonne politique de leur point de vue.

Cette instabilité à la fois commerciale et politique nourrit au plan sécuritaire un repli de l'Allemagne sur l'OTAN. Quand le Président Macron a parlé d'une OTAN en état de mort cérébrale des cris d'orfraie se sont élevés, en particulier chez Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, protestant que l'OTAN était la garantie de sécurité à long terme de l'Allemagne et de l'Europe. L'instabilité nourrit le repli sur l'OTAN et les difficultés de la coopération en matière d'armement sur lesquelles je ne vais pas m'avancer... mais, à l'évidence, nous ne sommes pas près de voir l'avion de combat du futur dont nous espérions qu'il porterait nos couleurs, en même temps que celles de l'Allemagne. C'est mon avis mais je peux me tromper. Quant au char de combat MGCS (*Main Ground Combat System*), est-il bien judicieux de créer une armée de chars comme à la veille de la bataille de Koursk (1943) ? Je veux bien que nous fassions des chars avec les Allemands, et même que les Allemands jouent un rôle de *leadership*, et cela ne m'effraye pas outre-mesure. En effet, compte tenu des armements nucléaires tactiques accumulés (les Russes en ont 1500 ou 1600, les Américains en ont autant), une guerre en Europe serait épouvantable. Il faut surtout éviter cela. Tout l'intérêt de

⁸ Ce colloque s'est tenu le 15 février 2022, soit 9 jours avant le début de l'intervention russe en Ukraine (NDLR).

la dissuasion est de prévenir l'escalade aux extrêmes et de permettre le maintien à un niveau raisonnable des capacités militaires classiques.

Au plan commercial, j'ai évoqué les turbulences du commerce international qui pouvaient légitimer un certain repli de l'Allemagne sur l'Union européenne à 27 et sur la zone euro. On peut en discuter.

L'Allemagne va devoir faire face au défi de la transition climatique et énergétique et à celui de la transition numérique. Tout cela va coûter beaucoup d'argent. Passer de l'automobile à essence ou diesel à l'automobile électrique va coûter très cher et entraîner la conversion de dizaines de milliers de travailleurs. Il en est de même de la transition énergétique dans laquelle l'Allemagne s'est engagée d'une manière à mon sens très peu responsable, au lendemain de Fukushima, en faisant le choix de l'éolien et du solaire, c'est-à-dire d'énergies intermittentes. Aujourd'hui l'Allemagne tire plus de 40 % de son électricité de ces énergies dites renouvelables qui sont surtout intermittentes. Si on additionne les heures où le soleil est couché et celles où le vent ne souffle pas, ces merveilleuses petites machines ne produisent que pendant 27 % du temps. Ce n'est pas un miracle !

Mme Merkel, en 2011, voulait se rapprocher des Verts, comme elle l'avait confié à M. Proglia, alors président d'EDF⁹. Or que vient-il de se passer ? Les Verts se sont alliés, non avec la CDU-CSU mais avec le SPD et le FDP. C'est une configuration nouvelle. Ils veulent doubler la proportion d'énergie électrique dite « renouvelable » consommée en Allemagne en étendant encore la surface occupée par les éoliennes et les panneaux solaires. Mais cette politique-là est très aléatoire. D'abord, il faut compenser l'intermittence. Pour cela, on n'a rien trouvé de mieux que d'utiliser les centrales à charbon ou au lignite. La plate-forme de la coalition tricolore prévoit la sortie du charbon en 2030 et non plus 2038. M. Robert Habeck, ministre allemande de l'économie, a été instruit récemment par un de

⁹ « J'avais rencontré Mme Merkel en 2011 au moment de la décision sur l'*Energiewende* et de l'arrêt du nucléaire. Elle avait eu ces paroles dont je me souviendrai toute ma vie : « *Allemande de l'Est, je suis totalement convaincue par le nucléaire. Mais j'ai besoin des Verts pour gagner les élections régionales et demain les élections nationales. Je sacrifie les industriels de l'énergie allemande à l'intérêt supérieur du Reich qui est d'avoir la CDU à la tête du pays* », nous avait confié Henri Proglia lors du colloque « *Défis énergétiques et politique européenne* » organisé le 18 juin 2019 par la Fondation Res Publica.

nos ministres : « Chaque pays a son mix énergétique, on ne polémique pas là-dessus ». Au lieu de se tenir à cette consigne prudente il se répand en déclarations, appelant à se débarrasser du nucléaire qui, polluant, obsolète, n'est pas une énergie d'avenir, répétant partout que la France a fait un mauvais choix.

Le défi qu'est le choix de la transition climatique, énergétique et numérique implique des investissements considérables et le renouvellement des infrastructures allemandes qui ont vieilli. Tout cela va inévitablement créer des tensions au sein de la Coalition et dans la politique budgétaire allemande. Songez que les rejets de gaz à effet de serre sont en Allemagne huit à dix fois ce qu'ils sont en France. Songez que la facture d'électricité acquittée par les ménages est deux fois supérieure en Allemagne à ce qu'elle est en France, à cause des taxes (comme on ne fait pas payer l'industrie on fait payer les ménages). Tout cela augure de certaines tensions sur des sujets comme le gaz. En effet les Verts font observer qu'importer du gaz de Russie c'est passer sous les fourches caudines de la Russie. Mais les Russes sont aussi dépendants de l'Europe que l'Europe l'est de la Russie. On peut s'attendre quand même à ce qu'il y ait quelques tensions et à ce que l'Allemagne à la fin soit mise à contribution par les États-Unis comme je l'évoquais tout à l'heure.

Notre problème vient de ce que le Président de la République a fait le choix de relancer le nucléaire. Cela ne représente que de 6 à 14 réacteurs mais il faut les faire, cela prend du temps. Le premier entrera en fonctionnement en 2035, ce n'est pas demain la veille. Nous allons inévitablement vers un conflit idéologique avec le gouvernement allemand... sauf si les Verts allemands en rabattent un peu sur leurs exigences.

S'agissant de la défense européenne, l'OTAN peut-elle durer longtemps ?

L'état d'esprit de nos amis allemands et des Européens en général m'amène à penser que les Américains sont installés en Europe pour assez longtemps et que la coopération franco-allemande, souhaitable, n'avancera qu'à pas de tortue, en tout cas avec un certain pragmatisme. Mais si c'est possible il faut le faire. On l'avait fait au temps du général de Gaulle, avec le Transall et d'autres matériels. J'aurais donc tendance à être moins pessimiste que vous et à penser qu'il faut faire une politique assez pragmatique en essayant d'utiliser intelligemment les institutions européennes. Je ne pense pas que le fédéralisme soit une voie d'avenir. Mais je crois souhaitable le rapprochement de quelques grands États parmi lesquels la France, l'Allemagne, mais aussi l'Italie (le Traité du Quirinal

signé en novembre 2021 entre la France et l'Italie est une excellente idée), peut-être l'Espagne si elle veut bien se rapprocher de nous (ce qui n'apparaît pas toujours évident dans les déclarations de M. Borrell), si l'on peut provoquer par petites touches une évolution des pays européens vers une alliance de fait.

Car au fond, qui nous menace ? La Russie ? La multiplicité des garanties que nous avons accumulées, non pas seulement vis-à-vis de l'OTAN mais même par rapport à nos propres capacités fait que la Russie n'a pas intérêt à s'engager dans un conflit européen. Les Allemands sont pacifistes au fond d'eux-mêmes. Je mets de côté l'AfD mais le fond de l'opinion publique allemande est profondément pacifiste. Nous-mêmes ne sommes pas pacifistes mais nous sommes pacifiques. Être pacifique signifie maintenir en état notre dissuasion, faire en sorte qu'il y ait une complémentarité entre cette dissuasion et le pacifisme d'un certain nombre de pays européens qui ne les empêche pas de se doter de capacités conventionnelles. Tout cela peut aller de pair.

Je voudrais terminer sur l'idée forgée par le politiste britannique William Paterson d'un « hégémon réticent »¹⁰ (tandis que le sociologue allemand Wolfgang Streeck qualifiait l'Allemagne de « puissance sans désir »). L'Allemagne voudrait bien hégémoniser l'Europe, elle pense que cela lui simplifierait la vie mais elle sait que c'est difficile et même impossible. Hans-Dietrich Genscher (ministre fédéral des Affaires étrangères) racontait dans ses Mémoires¹¹ qu'après la ratification du traité de Maastricht François Mitterrand l'avait fait venir à son bureau, à l'Élysée pour lui dire en substance : « C'est très bien comme ça mais si vous choisissez à nouveau la voie de la domination nous choisirons nous le retour aux anciennes alliances ».

Nous ne devons quand même pas nous affoler à propos de l'Allemagne. Je dis cela pour tempérer un alarmisme quelquefois excessif, tout en étant tout aussi vigilant que chacun d'entre vous sur le fait que la France reste libre de ses mouvements en Europe et dans le monde et que sa vocation mondiale a besoin d'être réaffirmée.

Merci.

¹⁰ Idée qui fait florès dans la presse anglo-saxonne depuis qu'elle a été popularisée par le magazine *The Economist* dans un numéro de 2013 intitulé « *Germany and Europe : The reluctant hegemon.* »

¹¹ *Erinnerungen*, Hans-Dietrich Genscher, éd. Siedler, Berlin. 1995.

Merci beaucoup, Jean-Pierre Chevènement.

Vous avez tenu pour conclure des propos empreints d'une sagesse active. « Sagesse » parce que vous réunissez un certain nombre de considérations qu'il faut sans doute garder à l'esprit pour être dans une modération qui n'est pas frilosité mais volonté de ne pas insulter l'avenir. « Active » parce qu'elle regarde vers ce qui peut être fait.

On peut quand même se poser une question. Dès lors que le clivage le plus profond entre la France et l'Allemagne est, comme tous les exposés l'ont montré, le choix énergétique, on pourrait se demander si, prenant acte de cette différence fondamentale, on ne devrait pas arriver à une situation où l'Allemagne ferait des concessions sur d'autres sujets. Puisque la *summa divisio* est en matière énergétique, pourquoi l'Allemagne ne se rapproche-t-elle pas davantage de nous dans des domaines comme la défense et tout ce qu'elle entraîne, y compris en matière numérique, cybernétique, etc. Il me semble, des exposés que j'ai entendus, qu'il n'y a pas beaucoup de signaux dans ce sens.

Mais la question de fond n'est-elle pas culturelle ? L'Allemagne semble triomphante dans ses actes et frileuse dans ses pensées, une dichotomie que Fichte n'avait peut-être pas envisagée mais que Nietzsche aurait pu éventuellement penser. N'est-ce pas là le substrat ? Finalement, nous en sommes toujours à essayer d'analyser ce qu'il y a dans le tréfonds de « l'âme allemande », du modèle culturel allemand, si on veut le dire en termes plus dynamiques. Et d'une certaine manière j'ai l'impression que nous n'en savons rien et que nous en sommes réduits à juger des actes et, éventuellement, à essayer de peser sur eux.

Je ne crois pas, disant cela, avoir fait beaucoup fait avancer le débat mais je compte sur les questions de la salle pour le faire.

Débat avec la salle

DANS LA SALLE

Comment considérer, dans ce contexte de tension internationale, la position actuelle de l'Allemagne, avec le nouvel élu, M. Scholz, qui est allé en Ukraine plaider justement pour que l'Ukraine puisse rentrer dans l'OTAN ?

ÉDOUARD HUSSON

Pour être rapide, ce qui pour nous est une contradiction ne l'est pas pour l'Allemagne. À l'époque de l'*Ostpolitik*, rapprochement avec l'Union soviétique et l'Europe centrale, Willy Brandt informait sur ses moindres faits et gestes Kissinger qui renseignait Nixon. Aujourd'hui, O. Scholz veut garder sa marge de manœuvre, il veut sauver *NordStream 2* et il ne va surtout pas aller affronter les Américains sur ce qui est le litige principal, à savoir l'appartenance de l'Ukraine à l'OTAN.

Je suis d'accord avec vous pour dire que c'est absurde. Mais on dira que c'est une forme de « en même temps ».

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

Une position empirique et modérée.

BENJAMIN MOREL

Bonjour à tous.

Quelques remarques et quelques questions sur vos quatre interventions qui étaient extrêmement instructives et éclairantes, notamment sur le contexte actuel.

On dit beaucoup que l'Allemagne a la politique de sa démographie. N'a-t-elle pas également l'avenir politique de sa démographie ? En effet, comme tous les partis conservateurs aujourd'hui en Europe, la CDU-CSU a un électorat fondamentalement âgé alors que les *Grünen* ont un électorat extrêmement jeune. L'avenir de nos relations n'est-il pas lié à ces perspectives démographiques ? Je suis particulièrement inquiet de l'évolution de cette relation au vu de ces évolutions politiques. On est objectivement aujourd'hui dans une situation où nos intérêts convergent beaucoup plus avec la CDU-CSU qu'avec les *Grünen*. Or, encore une fois, la démographie ne plaide pas aujourd'hui pour la CDU-CSU.

Le deuxième élément est la multiplicité des diplomaties allemandes. On a parlé de la diplomatie officielle mais au moins deux autres diplomaties jouent aujourd'hui.

D'abord la diplomatie des partis qui ont une activité diplomatique extrêmement forte à Bruxelles, avec des représentations, avec la capacité qu'a la CDU de faire valoir sa parole à Bruxelles, avec également des fondations qui financent un certain nombre de structures en France, telle la Fondation Rosa Luxemburg, proche de *Die Linke*, mais aussi des organisations de centre-gauche, de la droite modérée. Le paysage politique est aujourd'hui fondamentalement différent en France de ce qu'il est en Allemagne où on retrouve un paysage politique somme toute très classique (droite / gauche, social-démocrates / chrétiens-démocrates). Il y a donc aujourd'hui une vraie divergence d'intérêts entre les partis politiques français et les partis politiques allemands qui explique les frictions qui peuvent exister entre la FDP et La République en Marche.

La troisième diplomatie est celle des *Länder*. L'enjeu est également extrêmement important étant donné que, sur les sujets qui les concernent, ce n'est pas le gouvernement allemand qui siège à Bruxelles mais les représentants des *Länder*. Aujourd'hui, une diplomatie parallèle des *Länder* allemands finance également de manière importante des structures qui vont avoir une activité d'influence, de *soft power*, dans l'ensemble des États européens sur les sujets qui m'intéressent particulièrement, dont j'ai pu parler ici, comme le régionalisme. La FUEV, Fédération ethnique européenne (*Föderalistische Union Volksgruppen*), ça compte ! Y compris sur les sujets économiques. Or certains intérêts sont aujourd'hui divergents entre l'État central et les *Länder* et ont recours à d'autres voies diplomatiques allemandes.

Si on part du principe qu'il y a aujourd'hui une divergence d'intérêts entre la France et l'Allemagne, *quid* d'une forme de « pivot » ? Si on veut entrer dans un rapport de force, dans une approche réaliste des relations internationales, il faut trouver des alliés. Vous évoquiez tout à l'heure la possibilité de parler avec les États latins, de parler à l'Italie, de parler avec l'Espagne. A été évoquée également la question d'un basculement stratégique vis-à-vis du Royaume-Uni.

Il ne s'agit évidemment pas de mettre fin aux rapports que l'on peut avoir avec l'Allemagne mais on ne pourra instaurer de rapport de force, alors que celui-ci est aujourd'hui fondamentalement déséquilibré, que si on accepte de sortir de cette exceptionnalité. Pour aller où ? Pour regarder vers quelle capitale ?

| |
|-------------------------|
| JEAN-MICHEL QUATREPOINT |
|-------------------------|

Il faut faire preuve de pragmatisme et avoir des alliances au coup par coup selon les sujets.

Nous avons des intérêts communs avec les Italiens en matière de politique macro-économique et de critères de Maastricht.

Je pense que nous avons fait une erreur avec les Britanniques, Édouard Husson en a parlé tout à l'heure. Nous les avons heurtés de front alors qu'il y a des choses à faire avec les Britanniques, même s'ils sont en dehors de l'Union européenne. Il y a beaucoup à apprendre des Britanniques.

Nous faisons souvent des erreurs psychologiques. Il faut savoir que les Français ne sont pas aimés. On nous trouve arrogants. On nous qualifie de « passager clandestin ».

Le « couple » franco-allemand dirigeait soi-disant l'Europe. Les autres pays étaient relativement révérents à l'égard de l'Allemagne mais ils savaient que la France ne dirigeait pas. Cela se retournait contre nous.

Il faut donc redresser la barre. On l'a fait un peu sur le nucléaire en trouvant des alliés sur la question de la taxonomie. Soyons clairs : le nucléaire, considéré comme une énergie de transition, est exclu de la taxonomie. D'ailleurs le processus n'est pas fini, le bras de fer avec l'Allemagne va se poursuivre aussi sur la question d'EDF car la question qui se pose à nous aujourd'hui est effectivement la nationalisation d'EDF. La question est sur la table. L'énergie est un bien commun. La grande erreur commise à la fin des années 1990 et au début des années 2000 a été d'accepter le démantèlement de fait d'un monopole naturel qui

était celui d'EDF et de GDF. Jacques Chirac et Lionel Jospin sont co-responsables. Ensuite on a mis en place cette monstruosité qu'est l'« ARENH » (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique) qui permet à tous les fournisseurs alternatifs de s'approvisionner en électricité auprès d'EDF dans des conditions fixées par les pouvoirs publics. C'est-à-dire qu'EDF est obligée de vendre 25 % de son électricité à ses concurrents (les « coucous ») qui eux n'ont fait aucun investissement et de vendre à prix coûtant son électricité nucléaire. Moyennant quoi EDF n'a pas investi pendant plus de dix ans. Nous avons donc aujourd'hui un vrai problème. Et le nucléaire sera une pomme de discorde durable avec les Allemands. Dans ce domaine nous avons des alliés naturels. Les Italiens notamment envisagent de revenir vers le nucléaire. C'est un coup à jouer, indiscutablement. C'est le moment d'enlever certaines de nos œillères.

Sur les questions de la primauté du droit national sur le droit communautaire je pense que les Polonais et les Hongrois n'ont pas totalement tort, n'en déplaise à certaines de nos belles âmes.

Donc, au coup par coup, avec pragmatisme, il y a des alliances à nouer. Rien n'empêche que sur le numérique on puisse faire des choses en commun avec les Allemands et avec d'autres.

Que devra faire le prochain Président de la République le premier jour de son mandat ?

Il devra téléphoner à Ursula von der Leyen, téléphoner à Vladimir Poutine, téléphoner à Joe Biden, envoyer un message à Xi Jin Ping.

Mais il ne devra surtout pas aller à Berlin !

| |
|-------------------------|
| MARIE-FRANÇOISE BECHTEL |
|-------------------------|

Merci beaucoup. C'était très précis.

Il y a quelque chose d'intéressant dans ce qui a été dit sur le comportement de la France, souvent perçu comme très arrogant. Tous ceux d'entre nous qui ont eu l'occasion de se « promener » dans les pays d'Europe à des titres divers – ce qui m'est arrivé il y a un certain nombre d'années – l'ont perçu.

Simultanément, nous ne jouons pas un jeu empirique suffisamment pragmatique et subtil au sein des institutions européennes, comme l'a très bien souligné Édouard Husson. Une série télévisée remarquable, intitulée « Parlement », caricature extrêmement drôle du fonctionnement du Parlement européen, est tout à fait parlante sur la réalité de cette sorte de tour de Babylone, mettant en exergue les défauts les plus visibles des principaux pays qui composent l'Union européenne et la négociation permanente et perpétuelle sur les sujets les plus futiles, parfois négociés en échange de sujets plus importants.

Peut-être que la France devrait-elle avoir une diplomatie moins arrogante et un comportement au sein de l'Europe un peu plus subtil ?

| |
|---------------|
| PASCAL JARDIN |
|---------------|

Je partage beaucoup des choses qui ont été dites.

Je ne sais pas si la France doit à son « arrogance » de n'être pas aimée mais il est certain que, notamment sur les questions de sécurité, l'Allemagne ne reconnaît pas à la France de légitimité à jouer un rôle prééminent en Europe. Il a été rapporté tout à l'heure que lorsque Keitel a signé la capitulation il s'est étonné de la présence des Français. Aujourd'hui encore, les Allemands d'une génération un peu ancienne n'ont pas compris, par exemple, que la France ait une zone d'occupation en Allemagne. En effet, pour eux la France ne fait pas partie des vainqueurs de la Deuxième guerre mondiale. Et ils se réfugieront toujours sous le parapluie américain parce qu'ils ne reconnaissent à la France aucun *leadership*.

Par ailleurs, la force de l'Allemagne se nourrit de nos erreurs et faiblesses, vous l'avez rappelé. Au risque de choquer je dirai que l'on retrouve quelque chose des relations franco-allemandes du temps de l'Occupation. Déjà, les services de la propagande allemande mettaient en avant l'idée d'une Europe nouvelle dans laquelle la France serait intégrée dans une position subalterne. Et l'illusion de la collaboration était l'espoir d'avoir une place aux côtés de l'Allemagne si on accédait aux demandes de l'occupant.

Il faut donc cesser de s'interroger sur les états d'âme allemands et simplement être nous-mêmes et défendre nos propres intérêts, ce que, depuis des années, on ne fait pas.

Je ne veux pas être alarmiste mais il y a en France un courant dans les médias, mais aussi dans les partis politiques, qui pousse à l'abandon du nucléaire et au partage de notre siège permanent au Conseil de sécurité. Ces forces-là existent. Il faut donc que s'affirme une parole politique forte, des élus et du Président de la République, pour s'opposer à tout cela le jour venu, même s'il faut aller à une forme d'épreuve de force avec l'Europe et éventuellement avec les Allemands.

Depuis bien des années nous ne sommes plus nous-mêmes. Cette forme d'abandon ne nous apporte pas de considération, ni du côté allemand ni ailleurs.

L'Allemagne a bien sûr fait des choix qui n'ont pas été les nôtres, elle n'a pas commis un certain nombre d'erreurs que nous avons commises, elle n'a pas, comme nous, renoncé à son industrie... Mais elle est forte de nos propres faiblesses et de nos propres abandons.

On attend une politique qui dise les choses très clairement et qui défende les intérêts de la France.

| |
|----------------|
| ÉDOUARD HUSSON |
|----------------|

Il y a une différence fondamentale entre les Français et les Allemands – et de ce point de vue les Allemands se sentent plus à l'aise avec les Américains et les Britanniques – c'est que nous Français nous reposons sur ce que nous considérons comme des acquis, des statuts. Nous sommes convaincus par exemple que la France et l'Allemagne sont naturellement appelées à co-diriger l'Europe. Dans la mentalité allemande, à l'inverse, il faut en permanence faire ses preuves. Une position n'est jamais définitivement acquise. C'est une des grandes difficultés qui rejoint d'ailleurs ce que l'on a dit de manière un peu sommaire sur l'arrogance des Français : les choses étant ce qu'elles sont, les positions étant acquises, voilà ce qu'il faudrait faire, assénons-nous souvent.

Une deuxième conséquence de la mentalité française, à laquelle les différents orateurs ont fait allusion, est que les Français ne savent pas négocier avec les Allemands. Je suis assez longuement revenu sur ce sujet en 2019 dans *Paris-Berlin : la survie de l'Europe*. Les Français partent du principe que les

Allemands acceptent un certain nombre de points et ne les remettront pas en cause. Mais pour un partenaire de négociation allemand, tant que dure la négociation on n'est pas amis mais potentiellement – voire réellement – adversaires. Les Français n'en sont pas conscients.

Nous Français nous heurtons à une autre difficulté particulière, que nous ne rencontrons pas avec les Britanniques, les Italiens ni d'autres, c'est qu'en matière de négociation les Allemands sont euclidiens : ils sont persuadés que la ligne droite est le plus court chemin entre eux-mêmes et l'objectif qu'ils veulent atteindre. C'est fatigant. Et surtout, dans les négociations avec l'Allemagne, si on n'a pas dit clairement, d'emblée, ce qu'on veut, et si ensuite on ne se tient pas rigoureusement à ce que l'on veut défendre, on n'a jamais la possibilité de se rattraper. « Là je cède un peu mais je me rattraperai après » me disent souvent des entrepreneurs français. Non ! c'est trop tard ! Cela nous joue beaucoup de tours.

Je voudrais souligner un dernier aspect pour aller dans le sens de ce qui a été dit. Dans les institutions européennes nous ne savons pas travailler à l'allemande en termes de constitution de coalitions pour emporter les votes au Conseil européen. Le paradoxe est que depuis le Brexit, l'Allemagne a perdu la possibilité de passer accord avec la Grande-Bretagne sur un certain nombre de sujets, sans forcément nous le dire, s'assurant ainsi son vote. Nous avons donc désormais la chance de pouvoir constituer des coalitions qui nous permettent, en amont d'un Conseil européen, d'exprimer nos volontés à l'Allemagne. Or tous les présidents, y compris Emmanuel Macron, ont l'habitude d'aller négocier à Berlin, proclamant ensuite « Que les autres nous suivent ! ». Je crois qu'il faut inverser la méthode. Sans remettre en cause le tandem franco-allemand, la France doit apprendre à agir dans des rapports de force qui pour les Allemands sont naturels : « Je dispose de tant de votes au Conseil. Combien en avez-vous ? Discutons. » Nous avons beaucoup de progrès à faire dans ce domaine.

« Soyons nous-mêmes », dites-vous. C'est effectivement le seul moyen d'entretenir des relations saines avec l'Allemagne : dire ce que nous voulons et tenir les engagements que nous avons pris. Jean-Pierre Chevènement déplorait la façon dont Robert Habeck était allé se répandre dans les médias contre la position française sur le nucléaire. Si j'étais son homologue, à la rencontre suivante, avant que ne s'entame quelque discussion que ce soit, je commencerais par lui dire mon

vif mécontentement de la manière dont il s'était comporté. Je peux vous dire que le message serait tout de suite compris.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL

C'est donc d'une certaine manière le retour à une sorte de méthode inductive. On revient à l'idée que l'on doit mener une négociation à géométrie variable avec des pays qui peuvent avoir des intérêts communs avec nous, comme la négociation sur la taxonomie l'a fort bien montré d'ailleurs.

Mais avec un pays comme la Pologne nous n'allons pas avoir beaucoup d'intérêts communs...

ÉDOUARD HUSSON

Peut-être sur un dossier où ils nous rendront service.

MARIE-FRANÇOISE BECHTEL.

Mais il y a aussi des éléments essentiels qui nous séparent. Je ne fais pas allusion aux affaires juridiques en cours mais plutôt à la position géopolitique de l'ensemble de la Pologne et à son tropisme américain, atlantiste, qui est pour nous une sérieuse épine dans un certain nombre d'actions que nous voulons mener.

Vous nous avez donné quelques pistes, avec l'idée que la France devrait changer de comportement, de méthode, trouver des alliances à géométrie variable, parler *cash* aux Allemands qui s'attendent à ce que l'on soit clairs avec eux, être aussi brutaux que nécessaire lorsqu'on définit les buts que l'on veut atteindre... Tout cela n'est pas sans intérêt. On arrive à un point de vue assez empirique qui n'est pas sans lien avec ce que disait Jean-Pierre Chevènement.

Je ferai quelques réponses rapides à Benjamin Morel.

« *Si vous n'êtes pas libéral à vingt ans, c'est que vous n'avez pas de cœur ; si vous n'êtes pas conservateur à quarante ans, c'est que vous n'avez pas de cervelle* » disait W. Churchill. Il faut se dire que les « vingtenaires » d'aujourd'hui finiront bien par devenir « quadra » et que peut-être le rapport entre la démographie et la politique évoluera...

Quand on travaille à Bruxelles on apprend très vite qu'il y a deux expressions à ne jamais utiliser. La première est le « couple franco-allemand », qui indiffère les Allemands et hérissé le poil des autres. La deuxième chose est de parler des « petits États », meilleur moyen de se mettre vingt États à dos d'un seul coup.

J'ajoute que quiconque a des responsabilités décisionnaires ou managériales s'entend recommander avant de partir pour Bruxelles d'être toujours « au centre de la machine à fabriquer du consensus ». C'est la consigne que j'avais reçue. Cela signifie qu'il faut toujours essayer d'être la personne qui fédère, qui synthétise.

Sur la Grande-Bretagne j'ai été un peu provocant dans ma conclusion. Mais j'essaie de relier les éléments suivants : nous prétendons être une puissance mondiale, en tout cas nous aspirons à le rester. Or, en Europe, le seul pays qui partage cette philosophie politique est la Grande-Bretagne (même si l'on peut discuter, ironiser sur le *Global Britain*).

Faire attelage avec l'Allemagne n'est certainement pas la meilleure voie qui mène au maintien de la France comme puissance mondiale !

Si, avec les Anglais on adore se détester, avec les Allemands on ne se comprend pas...

Méfions-nous quand même un peu des dictons !

À propos de l'intervention conclusive de Jean-Pierre Chevènement j'ai parlé de « sagesse active ». Je maintiens mon propos. Après des discours qui ont été assez

décapants et très utiles au débat, Jean-Pierre Chevènement nous a incités à regarder les choses dans la perspective, dans la durée, dans l'ensemble de ces dimensions, nous invitant à ne pas « casser la baraque » tant que nous n'avons pas la certitude que nous ne pouvons pas avancer.

Or nous avons beaucoup d'atouts, beaucoup de moyens pour avancer.

Nous pourrions tenter un retour sur nous-mêmes, sur ce qui n'a pas marché. À l'époque où règne le « *management* », c'est le moment ou jamais de nous « évaluer », de nous demander ce qui n'a pas vraiment marché dans notre manière de faire, et pas seulement sur les questions de fond. Cela en surveillant de près l'évolution de cette coalition tripartite que nous ne connaissons pas bien encore, dont le programme comporte des éléments qui, s'ils peuvent nous inquiéter, ne doivent pas entamer notre volonté de négocier.

Voilà, me semble-t-il, ce que l'on peut tirer de l'ensemble de ces interventions qui ont été très riches.

Je remercie beaucoup les intervenants.

Je crois que nous pouvons aussi remercier notre Président fondateur pour la « sagesse active » dont il a fait preuve.

Je remercie aussi le public.

PUBLICATIONS RÉCENTES

LA DETTE

Séminaire du jeudi 20 janvier 2022

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE DANS LES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES : BILAN ET PERSPECTIVES

Colloque du mardi 7 décembre 2021

ÉCOLOGIE ET PROGRÈS

Colloque du mercredi 24 novembre 2021

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, UN ENJEU POUR DEMAIN

Colloque du jeudi 21 octobre 2021

QUELLES INSTITUTIONS POUR DEMAIN ?

Colloque du mercredi 22 septembre 2021

LA FORMATION DES PROFESSEURS DES ÉCOLES, UN ENJEU MAJEUR POUR LE XXI^È SIÈCLE

Colloque du mercredi 19 mai 2021

COMMENT PENSER LA RECONQUÊTE DE NOTRE INDÉPENDANCE INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE ?

Colloque du mardi 13 avril 2021

ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU « LEADERSHIP » AMÉRICAIN

Colloque du mardi 9 mars 2021

L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE

Colloque du mercredi 10 février 2021

ENSEIGNER LA RÉPUBLIQUE

Séminaire du mercredi 20 janvier 2021

LA POLITIQUE DE RECHERCHE, ENJEU POUR L'AVENIR

Colloque du jeudi 26 novembre 2020

LA CHINE DANS LE MONDE

Colloque du mardi 17 novembre 2020

LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?

Séminaire du mardi 6 octobre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**

Séminaire du mardi 22 septembre 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS
RÉGIONALES ET MONDIALES**

Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**

Colloque du mercredi 4 mars 2020

**IRAN, ÉTATS-UNIS, OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS
CONDUIT-ELLE ?**

Colloque du mercredi 5 février 2020

QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?

Colloque du mardi 3 décembre 2019

QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?

Colloque du mardi 5 novembre 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET
L'EMPLOI**

Colloque du mardi 24 septembre 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE
PIERRE BROCHAND**

Séminaire du mardi 2 juillet 2019

DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET POLITIQUE EUROPÉENNE

Colloque du mardi 18 juin 2019

L'EURO VINGT ANS APRÈS, BILAN ET PERSPECTIVES

Colloque du lundi 6 mai 2019

LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, QU'EST-CE À DIRE ?

Colloque du mardi 16 avril 2019

**LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ ET LES PERSPECTIVES DE LA
DÉMOGRAPHIE FRANÇAISE**

Séminaire du mardi 2 avril 2019

OÙ VONT LES ÉTATS-UNIS ?

Colloque du mardi 29 janvier 2019

SITUATION DE L'ITALIE, RÉALITÉ ET PERSPECTIVES

Colloque du mercredi 5 décembre 2018

**ORDOLIBÉRALISME, MERCANTILISME ALLEMAND ET FRACTURES
EUROPÉENNES**

Colloque du lundi 19 novembre 2018

LE DROIT CONTRE LA LOI

Colloque du lundi 22 octobre 2018

L'EUROPE FACE À L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

Colloque du lundi 24 septembre 2018

FAKE NEWS, FABRIQUE DES OPINIONS ET DÉMOCRATIE

Colloque du mercredi 20 juin 2018

NOTES ET ÉTUDES :

Parues récemment :

- **Matthieu Lahaye**, spécialiste des questions éducatives et membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica , « **Remettre l'École au cœur de la République** », mars 2022.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), secrétaire général du Conseil constitutionnel de 1997 à 2000, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve de la notion européenne d'État de droit** », février 2022.
- **Sylvain Hercberg**, ancien cadre d'EDF, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de *Sur le système électrique en France* (l'Harmattan, 2019), « **Le programme de la nouvelle coalition allemande en matière énergétique : enjeux et perspectives** », janvier 2022.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, et **Benjamin Morel**, président du Conseil scientifique, « **Une V^{ème} République rénovée – Les propositions de la Fondation Res Publica** », janvier 2022.
- **Joachim Sarfati**, « **L'Europe de l'armement, vecteur de puissance ou braderie des moyens de notre indépendance** », septembre 2021.
- **Baptiste Petitjean**, ancien directeur de la Fondation Res Publica, « **Allemagne, un sursaut inattendu** », juin 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **L'ordolibéralisme allemand, obstacle à la puissance européenne** », mai 2020.
- **Anne-Marie Le Pourhiet**, Professeur de droit public à l'Université Rennes 1, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La gestation historique et juridique de la souveraineté nationale et populaire** », mai 2020.
- **Jean-Éric Schoettl**, conseiller d'État (h), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve du droit européen** », mai 2020.

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- « **Le nucléaire civil, une industrie d'avenir** », note de lecture de l'ouvrage de Cédric Lewandowski, *Le Nucléaire* (Que sais-je ? 2021), par Guillaume Servant.
- « **La crise du modèle néolibéral et l'avenir du capitalisme** », note de lecture de l'ouvrage de Patrick Artus et Marie-Paule Virard, *La dernière chance du capitalisme* (Odile Jacob, 2021), par Joachim Sarfati.
- « **La recherche française victime d'une contamination militante ?** », note de lecture de l'ouvrage de Nathalie Heinich, *Ce que le militantisme fait à la recherche* (Gallimard, Tracts, 2021), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Le rôle moteur de l'État dans l'innovation** », note de lecture de l'ouvrage de Mariana Mazzucato, *L'État entrepreneur, pour en finir avec l'opposition public-privé* (2015 ; trad. Fayard, 2020), par Guillaume Mars.
- « **L'assimilation et le modèle républicain français** », note de lecture de l'ouvrage de Raphaël Doan, *Le Rêve de l'assimilation* (Passés composés, 2021), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La dépendance aux métaux rares et les contradictions de la transition énergétique et numérique** », note de lecture de l'ouvrage de Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares* (Les liens qui libèrent, 2018), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Assiste-t-on à une renaissance des classes populaires ?** », note de lecture de l'ouvrage de Christophe Guilluy, *Le temps des gens ordinaires* (Flamarion, 2020), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La relation franco-allemande et le problème de l'hégémonie en Europe** », note de lecture de l'ouvrage de Georg Blume, *Der Frankreich-Blues* (Körber, Hambourg, 2017), par Baptiste Petitjean, ancien directeur de la Fondation Res Publica, et Lise Buttin.

SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.

Pour les particuliers :

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Dans le cas d'un don de 1000 euros, vous pouvez déduire 660 euros de votre impôt sur le revenu.

Pour les entreprises, les organismes et les associations :

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 euros, vous pourrez déduire 6 000 euros d'impôt. Votre contribution aura réellement coûté 4 000 euros à votre entreprise.

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; fondationrespublica@gmail.com ou benjelloun@fondation-res-publica.org

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

fondationrespublica@gmail.com

Achévé
d'imprimer
en mai 2022